

PLUi valant SCoT

Communauté de communes Conflent Canigó

5.2

Liste des **S**ervitudes d'**U**tilité **P**ublique

VERNET-LES-BAINS

ELABORATION - Approbation du 13/03/2021

COMMUNE DE VERNET LES BAINS : LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	REFERENCE DU TEXTE QUI PERMET D'INSTITUER LA SERVITUDE	DETAIL DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT LA SERVITUDE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
AC1 <i>Servitude relative à la protection des monuments historiques classés ou inscrits</i>	<i>Loi du 31/12/1913</i>	<i>Monument historique inscrit : Casino de Vernet-les-Bains</i>	<i>Arrêté ministériel du 21/03/2017</i>	<i>Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine 7 rue Georges Bizet BP 20048 6 66050 PERPIGNAN</i>
AC2 <i>Servitude relative à la protection des sites et monuments naturels classés ou inscrits</i>	<i>Loi du 02/05/1930</i>	<i>Site classé du massif du Canigou et de ses abords</i>	<i>Décret du 22/08/2013</i>	<i>Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie 1, Rue de la cité Administrative 31074 TOULOUSE Cédex</i>
		<i>Site inscrit "Parc de la station thermale"</i>	<i>Arrêté ministériel du 30/09/1931</i>	
		<i>Site inscrit "partie vieille de l'agglomération"</i>	<i>Arrêté ministériel du 15/01/1943</i>	
AS1 <i>Servitude résultant de l'instauration de périmètre de protection des eaux potables et minérales</i>	<i>Article L1321-2 du Code de la Santé Publique (modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 164)</i>	<i>Captage "Roc des Ermites" (sur la commune de Casteil)</i>	<i>DUP du 01/07/2016</i>	<i>Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de la santé Direction, pôle offre de soins et autonomie et service santé publique 53 avenue Jean Giraudoux 66100 Perpignan</i>
		<i>Sources "Vaporanium", "Barréra" (non assortis de périmètres de protection)</i>	<i>DUP du 25/03/1909</i>	
		<i>Sources "Charlotte", "Nathalie", "Dr Defouilloy" et du « parc » (exploitation pour une</i>	<i>Arrêté ministériel du 15/05/1996</i>	

		<i>période de 30 ans avec périmètre d'émergence à chaque source)</i>		
I6 <i>Servitudes relatives à l'exploration et à l'exploitation des mines et carrières</i>	<i>Articles L. 153-1 à L. 153-15 du code minier (nouveau) Articles L. 321-1, L. 322-1 et L. 333-1 du code minier (nouveau) Décret n° 70-989 du 29 octobre 1970</i>	<i>Concession de Casteil</i>	<i>Décret du 15/02/1898</i>	<i>DREAL-UID11/66 2 rue Jean Richepin BP60079 66050 Perpignan Cedex</i>
PM1 <i>Plans de prévention des risques naturels prévisibles et plans de prévention de risques miniers</i>	<i>Articles L562-1 à L562-9 du Code de l'environnement Décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 Articles R562-1 à R562-10 du Code de l'environnement</i>	<i>PER valant PPRn</i>	<i>AP n°91/722 du 06/05/1991 modifié par AP n°2000/417 du 14/02/00</i>	<i>DDTM 66 - Service Eau et Risques / Unité Prévention des Risques 2, Rue Jean Richepin B.P. 909 66020 PERPIGNAN Cédex</i>
T7 <i>Servitude de circulation aérienne</i>	<i>Articles R.244-1 et D.244-1 à D.244-4 du code de l'aviation civile Arrêté ministériel et circulaire du 25 juillet 1990</i>	<i>Servitude établie à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement T5</i>	<i>Arrêté et circulaire du 25 juillet 1990</i>	<i>DGAC / Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA)-SO Aéroport Bloc technique TSA 85002 33688 Mérignac cedex</i>

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale
des affaires culturelles

Pôle Architecture et Patrimoine

ARRÊTÉ

**portant inscription au titre des monuments historiques du
casino de Vernet-les-Bains à VERNET-LES-BAINS
(Pyrénées-Orientales)**

**Le Préfet de la région Occitanie,
Préfet du département de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 13 décembre 2016 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que le casino de Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de son rôle structurant dans l'urbanisme de cette ville d'eau, témoignage de l'activité mondaine, touristique et artistique qui marque l'histoire de Vernet à partir de 1880 et de l'intérêt de son architecture due à Armand Péan créateur du parc thermal ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Est inscrit au titre des monuments historiques, le casino de Vernet-les-Bains, à savoir les façades et toitures de l'ensemble du bâtiment, y compris les terrasses et escaliers, ainsi que le rez-de-chaussée en totalité avec le volume de la salle de théâtre sur 2 niveaux, situé sur la commune de VERNET-LES-BAINS (Pyrénées-Orientales), allée du parc, sur la parcelle AI 45, appartenant à la COMMUNE de VERNET-LES-BAINS, SIREN n° 216602227. Celle-ci en est propriétaire par acte passé le 12 octobre 1982 devant Me Trinquier notaire à Vinça, publié au 2^e bureau des hypothèques de Perpignan le 7 décembre 1982 vol 3077 n°23.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai au ministre de la culture et de la communication, sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au préfet du département, au maire propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Toulouse, le 21 MARS 2017



Département :
Pyrénées Orientales

Commune :
VERNET LES BAINS

Section : AI
Feuille : 000 AI 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 28/02/2017
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2016 Ministère de l'Économie et des
Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

21 MARS 2017

Plan annexé à l'arrêté d'inscription
au titre des monuments historiques
du casino de Vernet-les-Bains

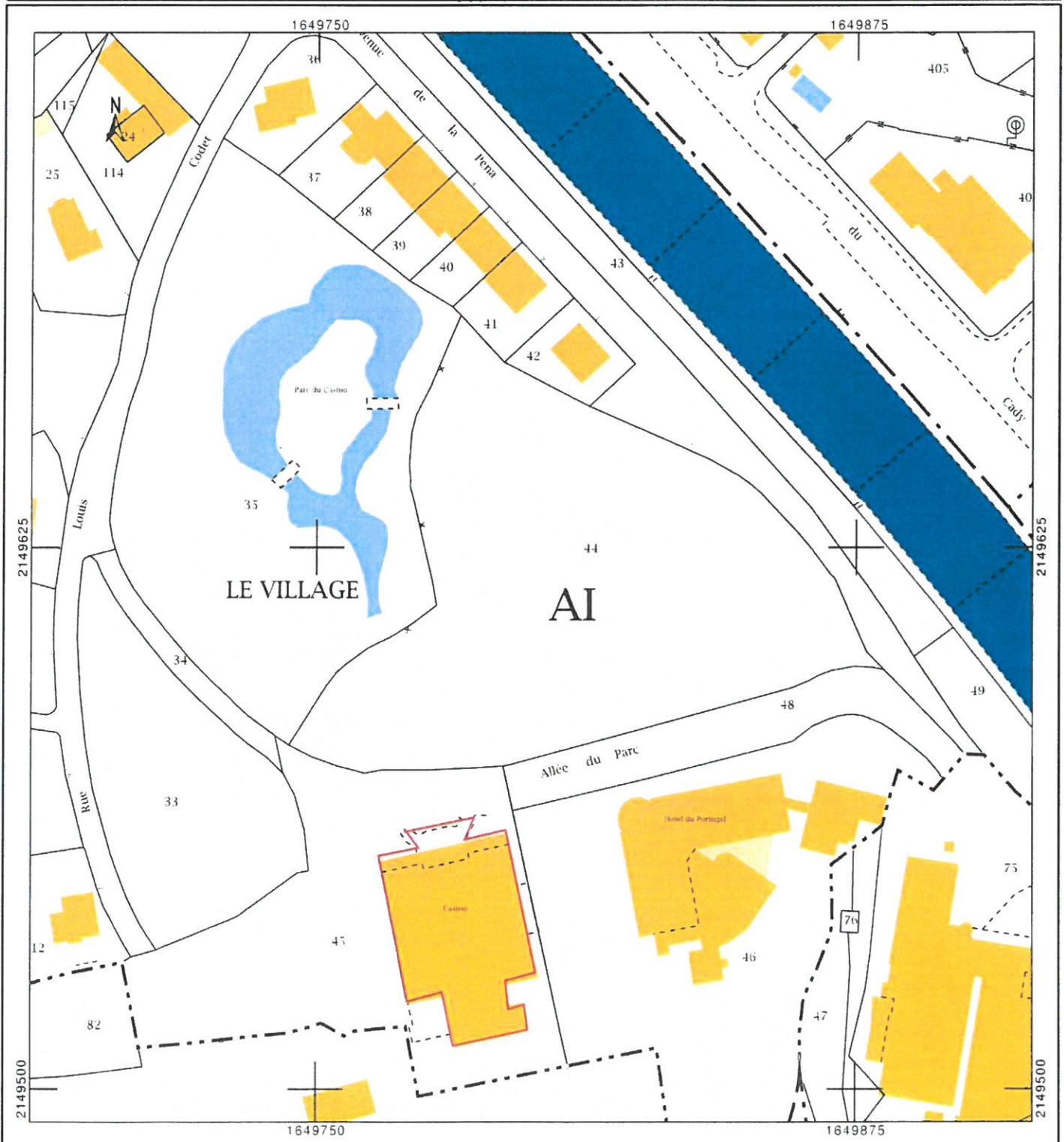
Pour le préfet de la région Occitanie
et par délégation,
l'Adjoint au SGAR
en charge du pôle politiques publiques

C. Indjirdjian
Cédric INDJIRDJIAN

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant
PERPIGNAN
24 avenue de la Côte Vermeille TSA
10009 66961
66961 PERPIGNAN Cedex 9
tél. 0468664132 - fax 0468661516
cdi.perpignan@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Décret du 22 août 2013 portant classement d'un site

NOR : DEVL1305590D

Par décret en date du 22 août 2013, est classé parmi les sites du département des Pyrénées-Orientales l'ensemble formé par le site du massif du Canigou, dit « Canigó », et de ses abords, sur le territoire des communes de Baillestavy, Casteil, Clara, Corsavy, Estoher, Fillols, La Bastide, Le Tech, Mantet, Prats-de-Mollo-la-Preste, Py, Saint-Marsal, Taurinya, Valmanya et Vernet-les-Bains (1).

(1) Le présent décret ainsi que la carte et l'intégralité des plans annexés peuvent être consultés à la préfecture des Pyrénées-Orientales, 24, quai Sadi-Carnot, 66951 Perpignan. Le présent décret, la carte et les plans annexés concernant chacune des communes intéressées peuvent être consultés dans les mairies de Baillestavy, place Nova, 66320 Baillestavy ; Casteil, 1, rue du Canigou, 66820 Casteil ; Clara, 1, rue de la Mairie, 66500 Clara ; Corsavy, rue Barry-d'Amont, 66150 Corsavy ; Estoher, rue de l'École, 66320 Estoher ; Fillols, Le Village, 66820 Fillols ; La Bastide, Le Village, 66110 La Bastide ; Le Tech, place de la Poste, 66230 Le Tech ; Mantet, Le Village, 66360 Mantet ; Prats-de-Mollo-la-Preste, 3, place Josep-de-la-Trinxèria, 66230 Prats-de-Mollo-la-Preste ; Py, 12, place Sant-Pau, 66360 Py ; Saint-Marsal, le Village, 66110 Saint-Marsal ; Taurinya, Cami del Canigou, 66500 Taurinya ; Valmanya, Carrer de l'Ajuntament, 66320 Valmanya, et Vernet-les-Bains, place de l'Entente-Cordiale, 66820 Vernet-les-Bains.

Le 2 septembre 2013

JORF n°0196 du 24 août 2013

Texte n°23

DECRET

Décret du 22 août 2013 portant classement d'un site

NOR: DEVL1305590D

Par décret en date du 22 août 2013, est classé parmi les sites du département des Pyrénées-Orientales l'ensemble formé par le site du massif du Canigou, dit « Canigó », et de ses abords, sur le territoire des communes de Baillestavy, Casteil, Clara, Corsavy, Estoher, Fillols, La Bastide, Le Tech, Mantet, Prats-de-Mollo-la-Preste, Py, Saint-Marsal, Taurinya, Valmanya et Vernet-les-Bains (1).

(1) Le présent décret ainsi que la carte et l'intégralité des plans annexés peuvent être consultés à la préfecture des Pyrénées-Orientales, 24, quai Sadi-Carnot, 66951 Perpignan. Le présent décret, la carte et les plans annexés concernant chacune des communes intéressées peuvent être consultés dans les mairies de Baillestavy, place Nova, 66320 Baillestavy ; Casteil, 1, rue du Canigou, 66820 Casteil ; Clara, 1, rue de la Mairie, 66500 Clara ; Corsavy, rue Barry-d'Amont, 66150 Corsavy ; Estoher, rue de l'Ecole, 66320 Estoher ; Fillols, Le Village, 66820 Fillols ; La Bastide, Le Village, 66110 La Bastide ; Le Tech, place de la Poste, 66230 Le Tech ; Mantet, Le Village, 66360 Mantet ; Prats-de-Mollo-la-Preste, 3, place Josep-de-la-Trinxèria, 66230 Prats-de-Mollo-la-Preste ; Py, 12, place Sant-Pau, 66360 Py ; Saint-Marsal, le Village, 66110 Saint-Marsal ; Taurinya, Cami del Canigou, 66500 Taurinya ; Valmanya, Carrer de l'Ajuntament, 66320 Valmanya, et Vernet-les-Bains, place de l'Entente-Cordiale, 66820 Vernet-les-Bains.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE
ET
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

(DIRECTION DU PATRIMOINE)

LISTE
DES IMMEUBLES PROTÉGÉS
AU TITRE DES LÉGISLATIONS

SUR

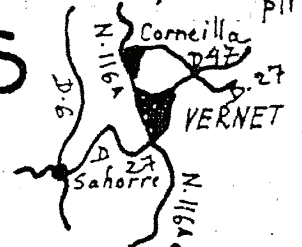
LES MONUMENTS HISTORIQUES
ET SUR LES SITES
DANS LE DÉPARTEMENT
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

(ARRÊTÉE AU 1^{er} AOÛT 1980)

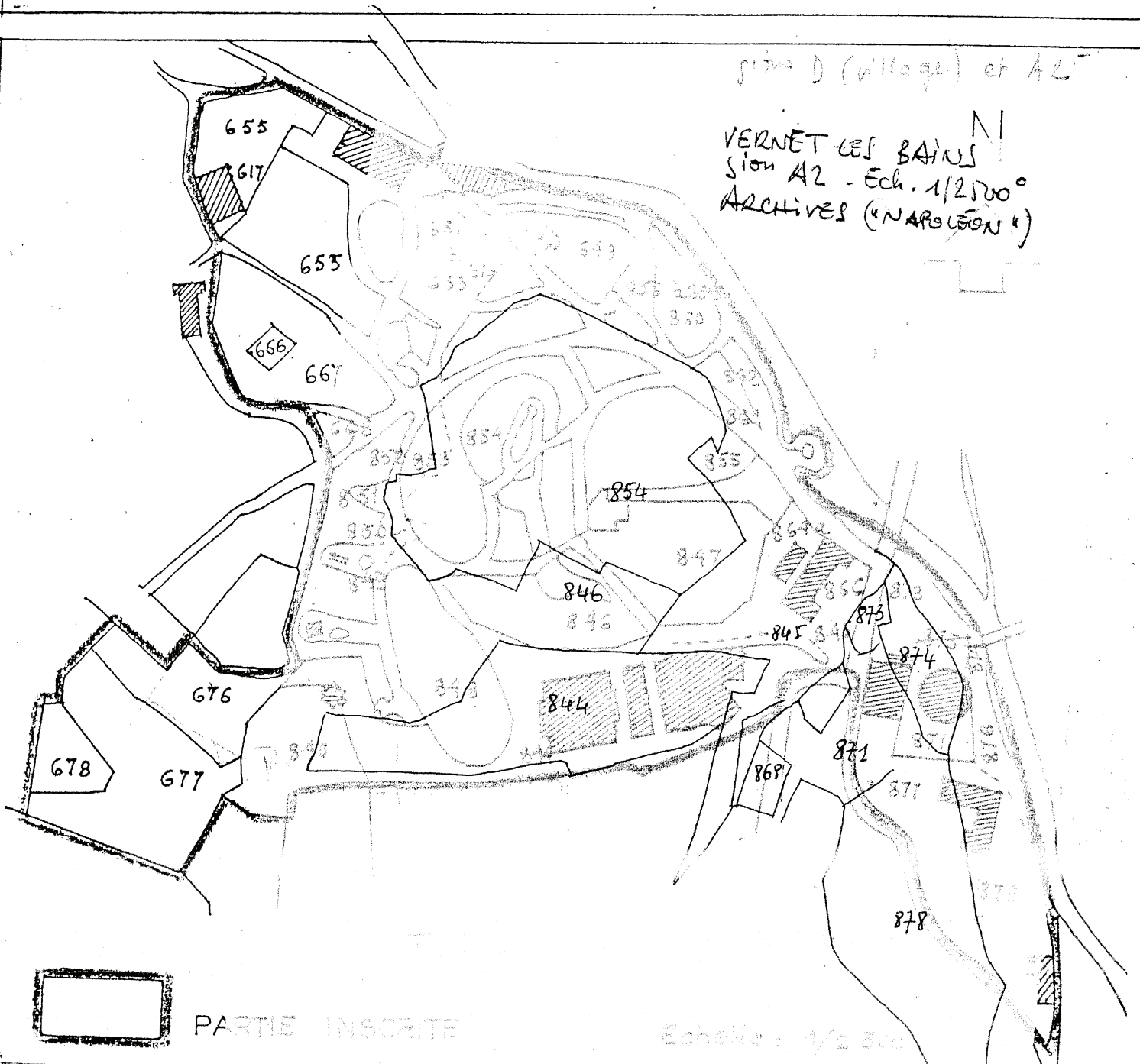
Vernet-les-Bains. — Parc de la station thermale (S. Ins. : 30 septembre 1931).

VERNET-LES-BAINS

ARRONDI-ET-CANTON : PRADES



Le Parc de la Station Thermale



La parc de la station thermale de VERNET-les-BAINS (Pyrenees-Orientales) appartenant à la Société Thermale de Vernet-les-Bains et figurant au plan cadastral de la commune sous les N^{os} 617. 643. 651. 652. 653. 653bis. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 844. 846. 845. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 871. 873. 874. 875. 876. 877. 878.

est inscrit sur l'Inventaire des Sites dans la conservation présente en intérêt public

DEPARTEMENT : P.O.

COMMUNE : VERNET-LES-BAINS

SITE : Parc de la Station Thermale

ARRETE : Site inscrit du 30 septembre 1931

ANCIENNES REFERENCES		NOUVELLES REFERENCES		OBSERVATIONS
Sections	Parcelles	Sections	Parcelles	
-	617-649-651 a' 653-653 bis. 655-666 a' 668-676 a' 678-840-844- 845 a' 857- 859 a' 862- 864 a' 866- 871-873 a' 878.	D	162-163-478 a' 480-482 a' 484-487 a' 491-493-494- 497-498-500 a' 503-557 a' 559-561- 562-566-567- 575-577-579- 597-606-607- 624 a' 626- 631 a' 633- 635-636-640 a' 646-706- 879 a' 884.	Changement de numérotation et indivisibles limite Est du site modifiée par le re-calibrage de la vieux de Cedy.
-	-	A2	568-656-658- 666-667-686 a' 689-691- 692-844 et 845.	Changement de numérotation et indivisibles. limite Est du site modifiée par le re-calibrage de la vieux de Cedy.

Vernet - les-Bains = Parc de la station thermale

DÉPARTEMENT: **PYR-ORIENTALES**

COMMUNE: **VERNET-les-BAINS**

Arrondissement: **Prades**

Canton: **Prades**

NOM DU SITE: **Parc de la station thermale de Vernet**

Délimitation: **Parcelles cadastrales n° 617, 649, 651 à 653, 653 bis, 655, 666, 667, 600, 676, 678, 840, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850 à 858, 860 à 862, 864 à 866, 871, 873 à 878, de la Section A.**

(Suite au Verso)

Carte Michelin N° **86**

pi... **17**

Cote:

Protection par — arrêté — ~~www~~ — du **30 septembre 1931**

PUBLICITÉ — réglementée — interdite — autorisée — dans le rayon de 100 mètres.

Pyrenees orientales

Vernet les Bains

Site ^{inscrit} classé : Parc de la Station Thermale de
Vernet les Bains.

30 sept 31

Le Parc de la Station Thermale de Vernet a
été inscrit sur la liste des sites classés
par arrêté ministériel en date du 30 septembre 1931.

L'étendue du classement comprenait les parcelles
Catastrales No 617-649-651-653-653^{bis}
655-666-667-600-676-678-840-844-
845-846-847-849-850-858-860-862
864-866-871-873-878 de la section A - 848.

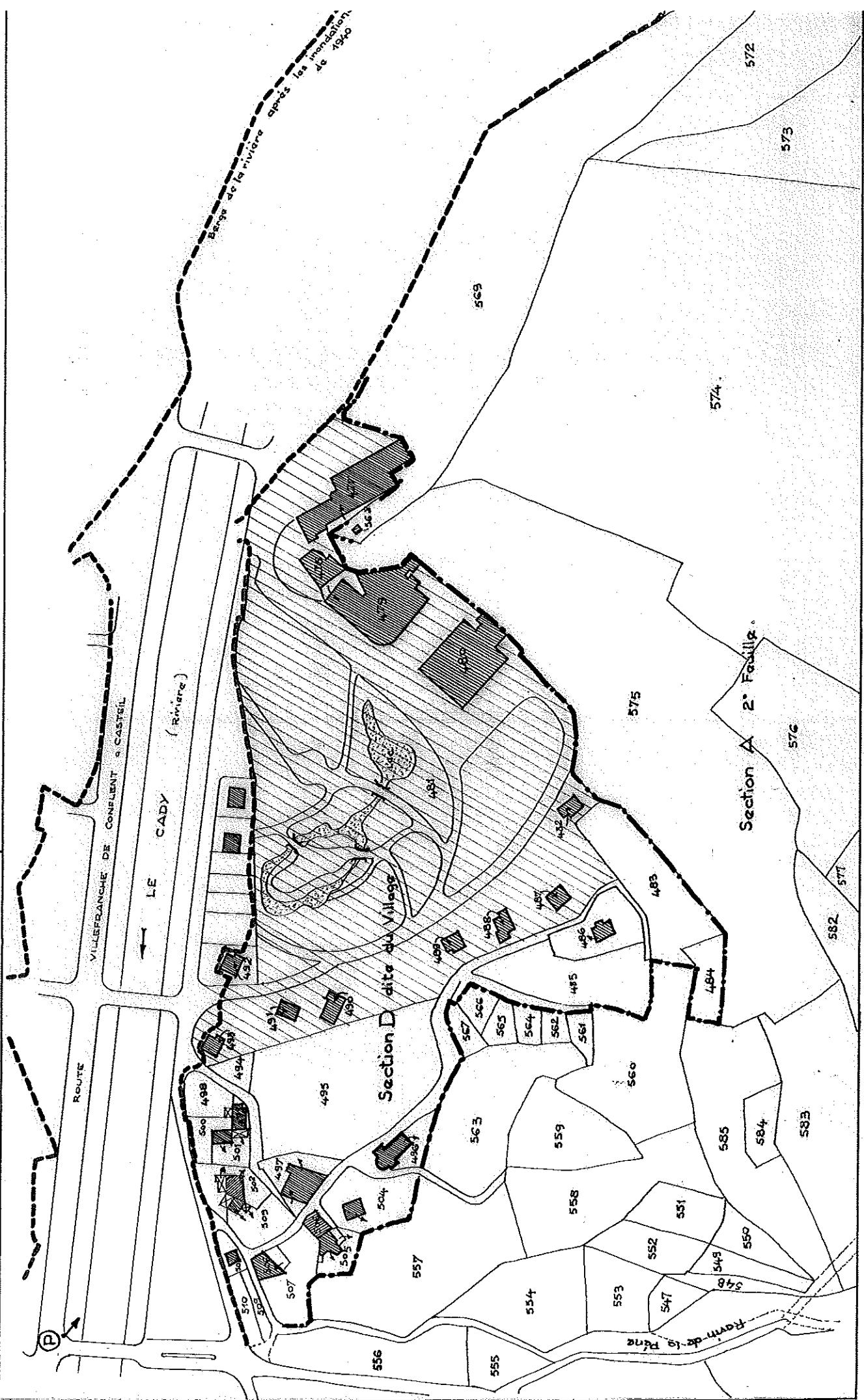
à la suite des inondations de 1940 une
partie du parc a été emportée.

La Société Thermale pour des raisons financières
a été amenée à mettre en vente une partie
du Parc dans laquelle se trouvaient quelques
villas ou chalets dont elle était propriétaire.

Ces ventes nous ont été signalées par la
Société et dans les actes qui ont été établis
par M^e Guiry notaire à Villepoux de Comblanc
l'acquéreur a été informé des charges qui
lui incombent du fait du classement
du Parc et des obligations auxquelles il
était soumis.

**VERNET LES BAINS - PYR.-OR. -
LE PARC DE LA STATION THERMALE.
SITE INSCRIT PAR ARRETE DU 30 SEPTEMBRE 1931**

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL REVISE POUR 1945 ECHELLE 1/25000
LE TRAIT POINTILLE BLEU : LIMITE DES BERGES APRES LES INONDATIONS DE 1940



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE
ET
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

(DIRECTION DU PATRIMOINE)

LISTE
DES IMMEUBLES PROTÉGÉS
AU TITRE DES LÉGISLATIONS

SUR
LES MONUMENTS HISTORIQUES
ET SUR LES SITES
DANS LE DÉPARTEMENT
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

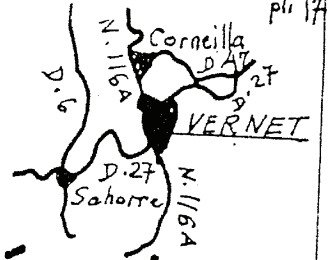
(ARRÊTÉE AU 1^{er} AOÛT 1980)

Vernet-les-Bains. —

- Partie vieille de l'agglomération comprise à l'intérieur d'un périmètre délimité comme suit : au nord, le sentier demi-circulaire qui entoure les parcelles n^{os} 1 à 106; à l'est, la limite orientale des parcelles n^{os} 107, 109 et 113; au sud, la ruelle qui, partant de la parcelle n^o 185, contourne les parcelles n^{os} 184, 183, 181, 180, 86, 87, 89, 166, 168, 163, 162, 120, 119, 118, 117, 114 et aboutit à l'est à la parcelle n^o 113; à l'ouest, la limite occidentale des parcelles n^{os} 185, 184, 78, 77, 76, 74, 75 et 55, puis la ruelle bordant à l'ouest les parcelles n^{os} 36 à 41 et 43. La mesure vise les façades, élévations et toitures des immeubles bâtis, les jardins, les ruines des pans de mur et parapet, le sol des ruelles, cadastrés sous les n^{os} 1 à 43, 55 à 107, 109, 113 à 129, 162 à 168, 180 à 185, section D (S. *Ins.* : 15 janvier 1943).

VERNET-LES-BAINS

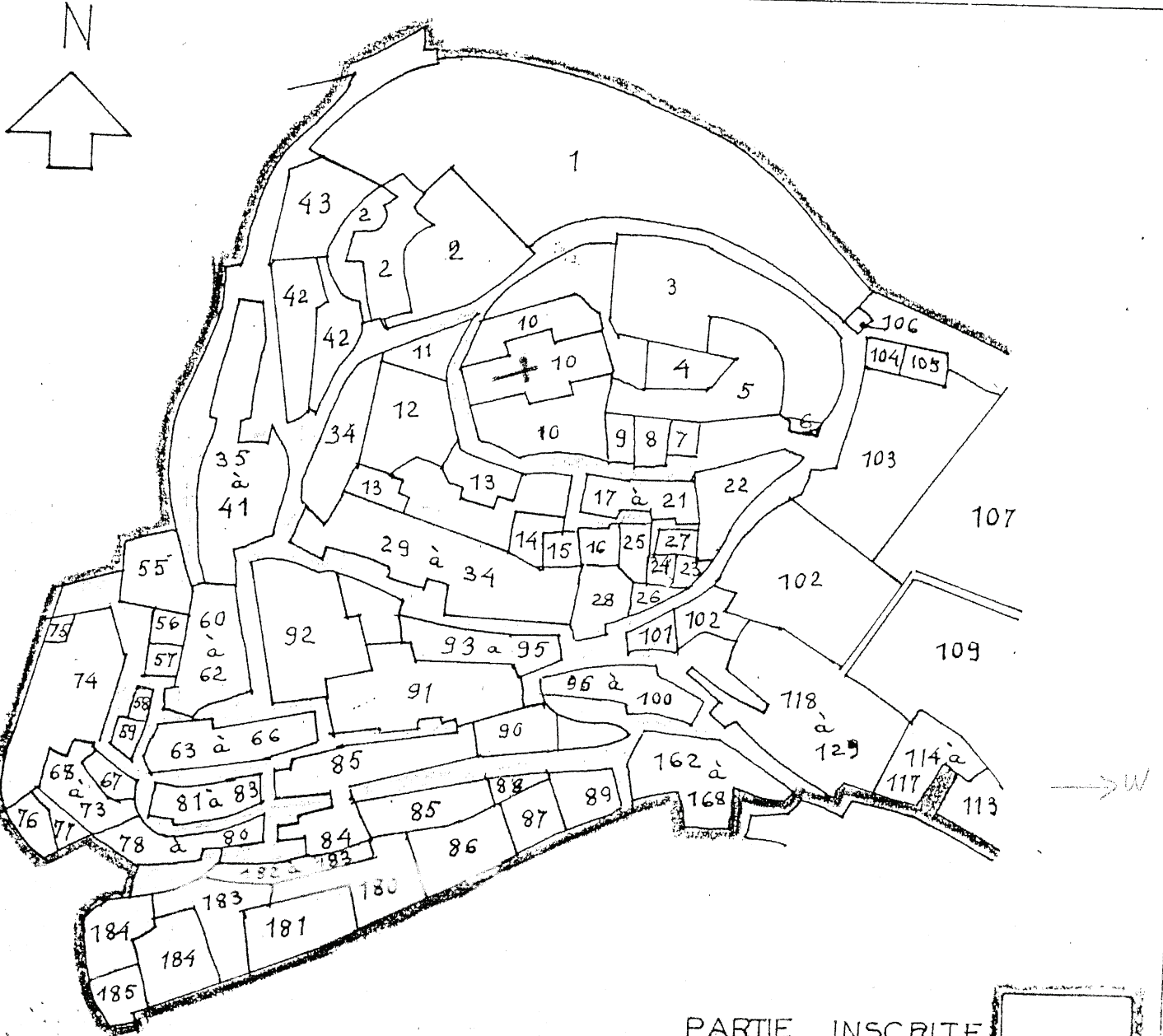
ARRONDI ET CANTON : PRADES



Partie vieille de l'agglomération

Délimitation p 107, 109, 113 ?

Echelle?



Est inscrit à l'Inventaire des Sites dont la conservation présente un intérêt général l'ensemble formé à VERNET-les-BAINS (Pyrenées-Orientales) par la partie vieille de l'agglomération compris à l'intérieur d'un périmètre délimité comme suit :

Au NORD : le sentier demi-circulaire qui entoure les parcelles n° 1 et 106 D.

Au SUD : la ruelle qui, partant de la parcelle 185 D, contourne les parcelles 184. 183. 181. 180. 86. 87. 89. 166 . 168. 163. 162. 120. 119. 118. 117. 114 D. et aboutit à l'Est à la parcelle 113 D.

A l'OUEST : la limite occidentale des parcelles 185. 184. 78. 77. 76. 74. 75. et 55 D. puis la ruelle bordant à l'Ouest les parcelles 36 à 41 et 43 D.

A l'Est : la limite orientale des parcelles 107. 109 et 113 D.

La mesure vise les façades, élévations, et toitures des immeubles bâtis, le sol des ruelles, cadastrés au plan communal sous les n° 1 à 43. 55 à 107. 109. 113 à 129. 162 à 168. 180 à 185 de la section D,

(Arrêté du 13 Janvier 1943)

DEPARTEMENT : P.O.

COMMUNE : VERNET-LES-BAINS

SITE : Partie nord de l'agglomération

ARRETE : Site visé le 15 janvier 1943

ANCIENNES REFERENCES		NOUVELLES REFERENCES		OBSERVATIONS
Sections	Parcelles	Sections	Parcelles	
D	1 a' 43-55 a' 107-109- 113 a' 129- 162 a' 168- 180 a' 185.	D	108 a' 127-129 a' 163-166 a' 168-170 a' 178- 181 a' 251-253 a' 261-263 a' 266-309 a' 313 et 536- 568-604-605- 711 partie - 712- 736-737-760- 761-909-966- 967-971 a' 974- 986-994 et 995 partie.	<p>Changements de numérotation et indivisibles</p> <p>Limite mal définie au niveau "Place de l'Entente Cordiale" et parcelle n° 995 et 108.</p> <p>(Documents DSA et du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie)</p>

Vernet-les-Bains
partie vieille de l'agglomération

MP./OT
MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE

Beaux-Arts

É T A T F R A N Ç A I S
-!-!-!-!-!-!-!-!

Chantier Intellectuel I424

NOTIFICATION

PYRÉNÉES-ORIENTALES

VERNET-LES-BAINS

Le Vieux Vernet

256. Po - 1

Par arrêté en date du 15/11/1949 M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Éducation Nationale a inscrit sur l'Inventaire des Sites l'ensemble fermé à VERNET LES BAINS (Pyrénées-Orientales) par la partie vieille de la ville agglomération comprise à l'intérieur d'un périmètre délimité comme suit :

- Au Nord, le sentier demi-circulaire qui entoure les parcelles N° I - 100 D;
- A l'Est, la limite orientale des parcelles 107, 108 et 113 D;
- Au Sud, la ruelle qui, partant de la parcelle 185 D, contourne les parcelles 182, 183, 181, 180, 85, 87, 89, 166, 168, 169, 163, 120, 119, 118, 117, 114 D et aboutit à l'Est à la parcelle 115 D;
- A l'Ouest, la limite occidentale des parcelles 185, 184, 78, 77, 76, 75, 74 55 D; puis la ruelle bordant à l'Ouest les parcelles 36 à 41 et 43 D;

La mesure vise les façades, élévations et toitures des immeubles bâtis, les jardins, les ruines des pans

Monsieur De Gorsse
Inspecteur Régional du Chantier Intellectuel I424

./.....

de mur et parapet, le sol des ruelles, cadastrés au plan communal sous les n° 1 à 43, 55 à 107, 109, 113 à 129, 132 à 138, 139 à 144 de la section D.

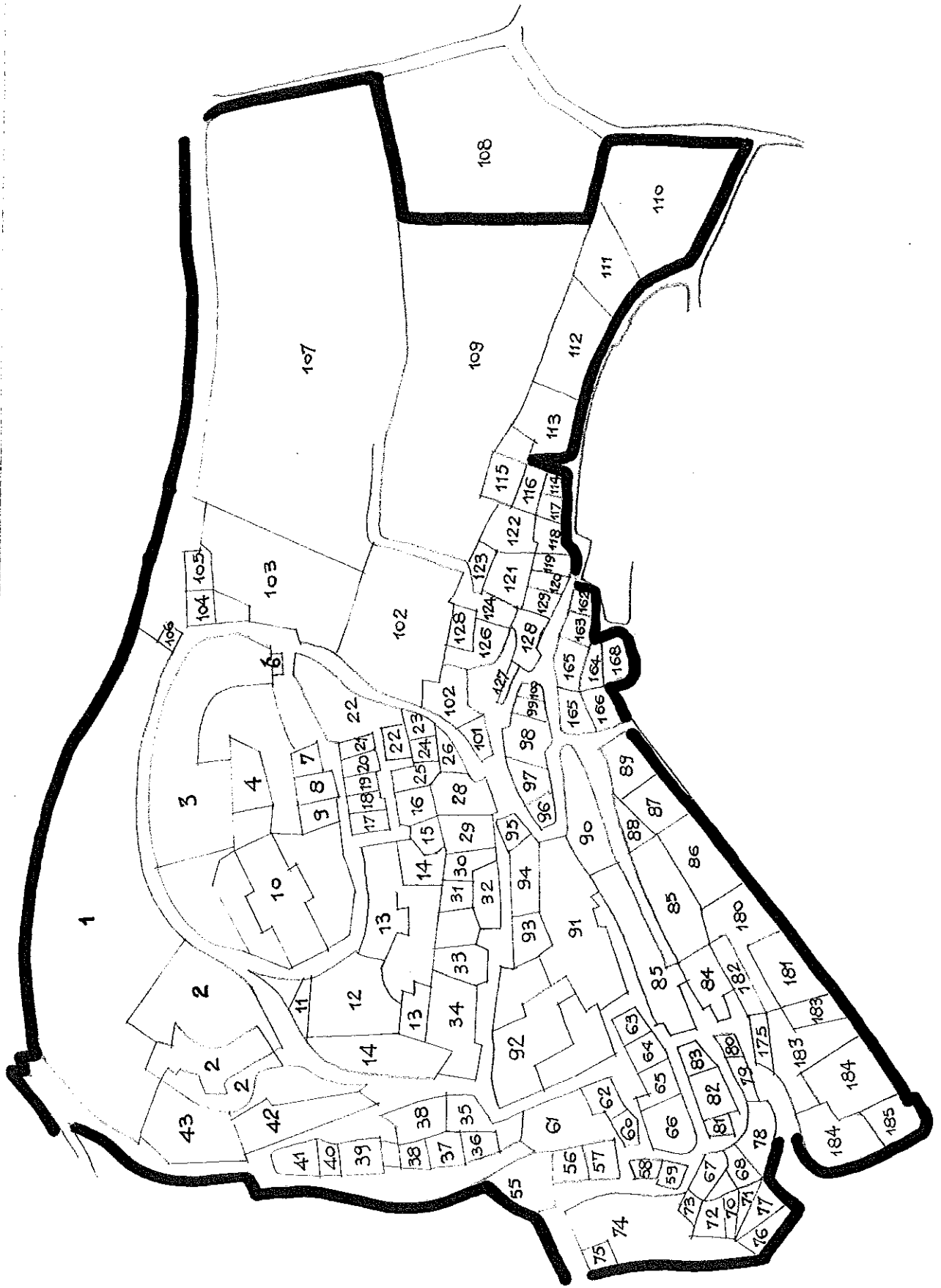
et à l'égard de l'Etat, de la commune de ...

VERNET LES BAINS - PYR. OR -
LE VIEUX VERNET

SITE INSCRIT PAR ARRETE DU 15 JANVIER 1943

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL DE 1807.

ECHELLE 1/1250°





PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES



Délégation Départementale
des Pyrénées-Orientales

ARRETE PREFECTORAL N° PREF/DCL/BUFi
u°2015183-0001
portant

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
des travaux de dérivation des eaux et
d'instauration des périmètres de protection,
Prise d'eau Roc des Ermites sis sur le territoire de
Casteil
SIVOM DE LA VALLEE DU CADY**

**LE PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code de la Santé Publique modifié et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-1 à L.1324-5, R.1321-1 à R.1321-63,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique modifié,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment, les articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement modifié, notamment les articles L.210-1 à L.215-24, L. 332-6 à 332-9, R. 214-1 à 60 et R.332-23 à 25,

VU le SDAGE adopté par le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée et approuvé par le Préfet Coordonnateur de Bassin le 20 novembre 2009,

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine,

VU l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la Santé Publique,

VU l'arrêté du 20 juin 2007, notamment l'article 6 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du Code de la Santé Publique,

VU la circulaire DGS/SD7A n°633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R.1321-1 et suivants du Code de la Santé Publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU la circulaire DGS/SD7A/2007/57 du 2 février 2007 relative aux modifications apportées aux dispositions réglementaires du Code de la Santé Publique par le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine,

VU la délibération du Comité syndical du SIVOM de la Vallée du Cady en date 24 septembre 2014 sollicitant l'autorisation administrative d'exploiter le Roc des Ermites et 3 forages situés sur la commune de Casteil,

VU l'avis sanitaire de M. Hervé VERRIERE, hydrogéologue agréé, en matière d'hygiène publique, en date du 17 décembre 2008 complété des notes complémentaires des 21 juillet 2015 et 22 mars 2016,

VU le dossier du Bureau d'études Christian SOLA en date de 02 mars 2015, et soumis à l'enquête publique,

VU les avis des services consultés le 26 mars 2015,

VU l'avis de recevabilité du dossier en date du 07 août 2015,

VU l'arrêté préfectoral n°2015296-0001, en date du 23 octobre 2015, portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et d'instauration des périmètres de protection de 3 forages et du captage du Roc des Ermites à Casteil

VU le résultat de l'enquête publique,

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 18 janvier 2016,

VU le mémoire réponse du SIVOM de la Vallée du Cady en date du 15 janvier 2016,

VU la délibération du 12 février 2016 du SIVOM de la Vallée du Cady pour poursuivre les procédures de demande de DUP et autorisation « loi sur l'eau »,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19 mai 2016,

VU le rapport du délégué départemental des Pyrénées Orientales de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées,

CONSIDERANT que la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'instauration des périmètres de protection sont juridiquement indispensables à Monsieur le Président du SIVOM de la Vallée du Cady pour exploiter la prise d'eau Roc des Ermites sis sur le territoire de Casteil, afin d'alimenter en eau de consommation les communes membres du syndicat,

CONSIDERANT que les travaux envisagés sont en mesure de garantir le bon fonctionnement du prélèvement sans incidence sur les milieux aquatiques et les usages de l'eau,

CONSIDERANT que les prescriptions et aménagements édictés par l'hydrogéologue agréée dans les périmètres de protection préserveront la ressource captée,

CONSIDERANT la conformité de l'ensemble des paramètres bactériologiques et physico-chimiques recherchés par rapport aux limites réglementaires de qualité,

CONSIDERANT le projet de réhabilitation de la filière de traitement,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 :

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par Monsieur le Président du SIVOM de la Vallée du Cady en vue de la dérivation des eaux, à partir de la prise d'eau « Roc des Ermites », situé sur le territoire de la commune de Casteil, et destinées à la consommation humaine de la population des communes de Casteil, Vernet les Bains et Corneilla de Conflent,
- l'instauration des périmètres de protection autour de la prise d'eau « Roc des Ermites ».

ARTICLE 2 :

Propriété du périmètre de protection immédiate :

Le périmètre de protection immédiate du captage est localisé sur 2 parcelles :

- A 35 partie : Parcelle "Bien Non Délimité" appartenant au SIVOM Vallée du Cady et Mme BRUZY Aimée. La contenance du lot attribué dans ce B.N.D. au SIVOM couvre largement la superficie du périmètre de protection immédiate du captage.
- B 328 partie : Parcelle appartenant à l'Etat, gérée par l'O.N.F. Une nouvelle convention a été établie entre l'O.N.F. et le SIVOM de la Vallée du Cady en date du 29/12/2014 pour mise à disposition du terrain

L'accès au captage se fait depuis le village de Casteil, à partir de la route non cadastrée du Col de Jou, puis par un chemin non cadastré, localisé sur les parcelles B 241 (appartenant à la commune de Casteil, mise à disposition du SIVOM de la Vallée du Cady) et B 239 (appartenant au SIVOM), puis par un chemin non cadastré traversant la parcelle B 328 (appartenant à l'Etat et gérée par l'O.N.F.), depuis la rive droite du Cady.

ARTICLE 3 :

Droits des Tiers :

Conformément à l'engagement pris par délibérations en date du 24 septembre 2014, le SIVOM de la Vallée du Cady indemniserà les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 4 :

Situation de la prise d'eau « Roc des Ermites » :

Cette prise d'eau se situe en rive droite du Cady, 600 m au sud-est du village de Casteil. Il est accessible par un sentier pédestre sur environ 200 m depuis le parking au pied de la station de traitement et des réservoirs.

Département : PYRENEES ORIENTALES
Commune : CASTEIL
Cadastre : Pour la rive droite : Lieu-dit "SAINT-MARTIN"
Section B – Feuille 2 Parcelle : 328
Pour la rive gauche : Lieu-dit "ALS CAMPS"
Section A – Feuille 2 Parcelle : 35

Coordonnées : Lambert II Etendu : X : 0604,990 Y : 1724,780
Lambert III : X : 0604,980 Y : 3025,230
Z : 850 m

Code masse d'eau : FRDR10240 : Rivière du Cady

Code BSS : 10957x0037/PRCADY

ARTICLE 5 :

Périmètres de protection :

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée s'étendent conformément aux indications suivantes et plans ci-annexés :

5.1. PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (P.P.I.)

5.1.1 Délimitation du périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la prise d'eau Roc des Ermites englobera l'ensemble des installations, sur les parcelles A35 et B 328 du cadastre de Casteil.

Il sera procédé aux aménagements suivants :

- poser des clôtures amovibles durant les périodes d'escalade ;
- rendre le captage le moins visible possible –idéalement invisible- depuis le sentier et depuis le pied des voies d'escalade par des mouvements de blocs à agencer entre captage et sentier ; Cette démarche a été (un peu) adoptée lors des travaux d'aménagement du captage. Elle pourrait être renforcé par des déplacements plus significatifs de blocs, à prélever de préférence à la partie sommitale du petit bombement du sentier et à déposer entre le captage et le sentier ;
- empêcher que les spectateurs au pied des voies ne stationnent sur le captage ou en son amont immédiat par le développement d'une végétation "hostile" (ronces, épineux) entre le captage et le chemin ;
- aménager en aval du captage, même à faible distance, une aire plane, herbeuse qui invite le promeneur, grimpeur, à y stationner y compris par l'installation de bancs ou de table ;
- impliquer le Comité Départemental des Clubs Alpains Français, responsables des activités d'escalade, au respect de ces consignes.

5.1.2 Prescriptions relatives au PPI

A l'intérieur de ce périmètre aucune activité autre que celle liée à l'entretien des installations ne sera admise. Produits phytosanitaires strictement interdits.

Nettoyage soigné, au moins une fois par mois et en cas de besoin (par ex. après les crues).

5.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (P.P.R.)

5.2.1 Délimitation du périmètre de protection rapprochée

Au regard de l'occupation des sols, de la faible pression anthropique, de la végétalisation des abords du cours d'eau, il paraît plus opportun d'envisager un PPR plus réduit sur lequel une vigilance accrue sera adoptée et un périmètre de protection éloignée (de mise en œuvre plus aisée) étendu à l'ensemble du bassin versant.

5.2.2 Prescriptions relatives au PPR

Dans les limites du périmètre de protection rapprochée les activités où les travaux suivants seront interdits :

- l'usage de produits phytosanitaires ;
- les constructions d'habitations ou de refuges ;
- les installations classées (exploitation minière par ex) ;
- le dépôt d'ordures ;
- le rejet d'effluents domestiques ou agricoles ;
- le pâturage ;
- le stockage de produits pétroliers et de tout produit potentiellement polluant ;
- les engins à moteur thermique (ex. motos trial) ;
- la construction de pistes ;
- le déboisement ;
- l'aménagement d'aire de baignade ou de camping ;
- les bivouacs ;
- le canyoning à moins de 1 000 m en amont de la prise d'eau (au fil de l'eau) et autres activités dans le lit du torrent.

A l'intérieur de ce PPR, il sera porté une attention particulière aux ouvrages de franchissement du Cady, aujourd'hui en bon état.

5.3 PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (P.P.E.)

Le périmètre de protection éloigné est confondu avec la totalité du bassin versant hydrologique du captage.

Dans les limites du périmètre de protection éloignée (figuré en annexe du projet d'arrêté) il est demandé :

- de procéder au diagnostic et, le cas échéant, à la mise en conformité rapide des dispositifs de traitement des eaux usées domestiques des refuges et en particulier du refuge de Mariailles ;
- de veiller à l'occasion de travaux d'entretien, de renforcement et d'amélioration de la piste qui mène à Mariailles de prendre en compte l'existence du captage en aval et de considérer que toute intersection de la piste avec des ruisseaux affluents du Cady sont des points sensibles constituant de potentielles portes d'entrée aux pollutions apportées par les véhicules ;
- les activités d'entretien courant de la forêt sans utilisation de produits phytosanitaires seront admises. Les éventuels chantiers de plus grande envergure devront respecter strictement le règlement national d'exploitation forestière applicable aux forêts publiques et notamment les articles concernant la protection de l'environnement ;
- la création de piste sera soumise à consultation d'un hydrogéologue agréé ;
- de sensibiliser les habitants et les usagers de la montagne sur la fragilité de la ressource et la nécessité d'informer l'exploitant, la commune de Casteil et le SIVOM de la Vallée du Cady d'éventuels événements ou accidentels susceptibles d'altérer la qualité de l'eau du Cady. Panneaux dans les secteurs de forêt fréquentation touristique et affichage en mairie.

Les autres installations ou activités non expressément ci-dessus mais susceptibles de présenter une menace sur les eaux, elles devront faire l'objet d'un examen par les autorités sanitaires et le cas échéant par l'hydrogéologue agréé.

ARTICLE 6 :

Aménagements :

Le dispositif de captage est constitué par une prise au fil de l'eau en rive droite du Cady.

Le captage a fait l'objet d'une réhabilitation en 2009. Il est constitué d'une crépine placée dans le lit de la rivière. Un seuil permet que celle-ci soit toujours immergée.

La prise est constituée par un ouvrage en béton présentant une ouverture d'un mètre de large orientée à environ 45° par rapport au courant.

Les sables et matières en suspension sont décantés dans un dessableur situé en zone inondable, composé de 4 bacs intérieurs et accessible par 1 trappe métallique surélevée.

L'eau captée subit un deuxième dégrillage au niveau d'un ouvrage intermédiaire (grille inclinée d'interstice de 15 mm).

Capots des bacs et regards devront être rigoureusement étanches et impérativement cadennassés.

L'ensemble des équipements devra faire l'objet d'une inspection au moins hebdomadaire, resserrée en cas de besoin et obligatoirement en étiage où la dilution offerte par la rivière à d'éventuels polluants est moindre.

ARTICLE 7

Publicité des servitudes :

Le Président du SIVOM de la Vallée du Cady, bénéficiaire des servitudes, adresse un extrait de cet acte à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le nom ou l'adresse d'un propriétaire est inconnu, le Président du SIVOM de la Vallée du Cady notifie l'acte au maire de la commune de Casteil pour qu'il le communique à l'occupant des lieux.

Si les parcelles sont propriétés du SIVOM de la Vallée du Cady, le président peut prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau à l'occasion du renouvellement du bail rural portant sur ce terrain, cette notification doit être faite au preneur dix huit mois avant l'expiration du bail en cours. Si la notification se fait avant la fin du bail mais au-delà du délai de dix huit mois, les prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix huit mois à compter de cette notification.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 9 :

Autorisation de distribuer de l'eau :

Le Président du SIVOM de la vallée du Cady est autorisé à distribuer, après traitement, aux habitants des communes de Casteil, Vernet les Bains et Corneilla de Conflent, de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la prise d'eau du « Roc des Ermites », implanté sur le territoire de la commune de Casteil.

ARTICLE 10 :

Surveillance :

Le bénéficiaire de la présente autorisation établira un programme de surveillance et s'assurera de la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance permanente de la qualité des eaux distribuées.

ARTICLE 11 :

Qualité des eaux :

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

ARTICLE 12 :

Dispositions permettant le contrôle des installations :

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la Santé Publique ou du Code de l'Environnement ont constamment accès aux installations.

L'exploitant responsable des installations est tenu de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 13 :

Modalité de la distribution :

Les réseaux de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 :

Abrogation de l'arrêté préfectoral de DUP du 14 mai 1973:

L'arrêté préfectoral déclaratif d'utilité publique n°525/73 du 14 mai 1973 relatif aux travaux d'alimentation en eau potable par dérivation par gravité d'une partie des eaux de la rivière du Cady est abrogé.

ARTICLE 15 :

Respect de l'application du présent arrêté :

Le bénéficiaire de la présente autorisation veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 16 :

Notifications et publicité de l'arrêté :

Le présent arrêté est transmis à :

M. le Président du SIVOM de la Vallée du Cady en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage au siège du syndicat pendant une durée minimale de deux mois,
- de délivrer à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui sont rattachées à l'acte portant déclaration publique.

Mme le maire de Casteil en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois,

- de délivrer à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui sont rattachées à l'acte portant déclaration publique,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

M. le maire de Vernet les Bains en vue :

- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

M. le maire de Corneilla de Conflent en vue :

- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois.

En outre, l'arrêté sera mentionné au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 17 :

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 4, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot 34000 Montpellier), également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 18 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales,

M. le Sous-Préfet de Prades ;

M. le Président du SIVOM de la Vallée du Cady ;

Mme le Maire de la commune de Casteil ;

M. le Maire de la commune de Vernet les Bains ;

M. le Maire de la commune de Corneilla de Conflent ;

Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées,

M. le Directeur départemental des Territoires et de la Mer,

M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

M. le Directeur de l'Agence Interdépartementale de l'Office National des Forêts,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PERPIGNAN, le

01 JUL 2016

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON

VU pour être annexé à
mon arrêté de ce jour

Communauté de communes Canigou - Val d'Agly

Fermeture de l'aval sur les disponibilités en eau et les mesures de protection à mettre en oeuvre autour du captage du Roc des Ermites à Castell

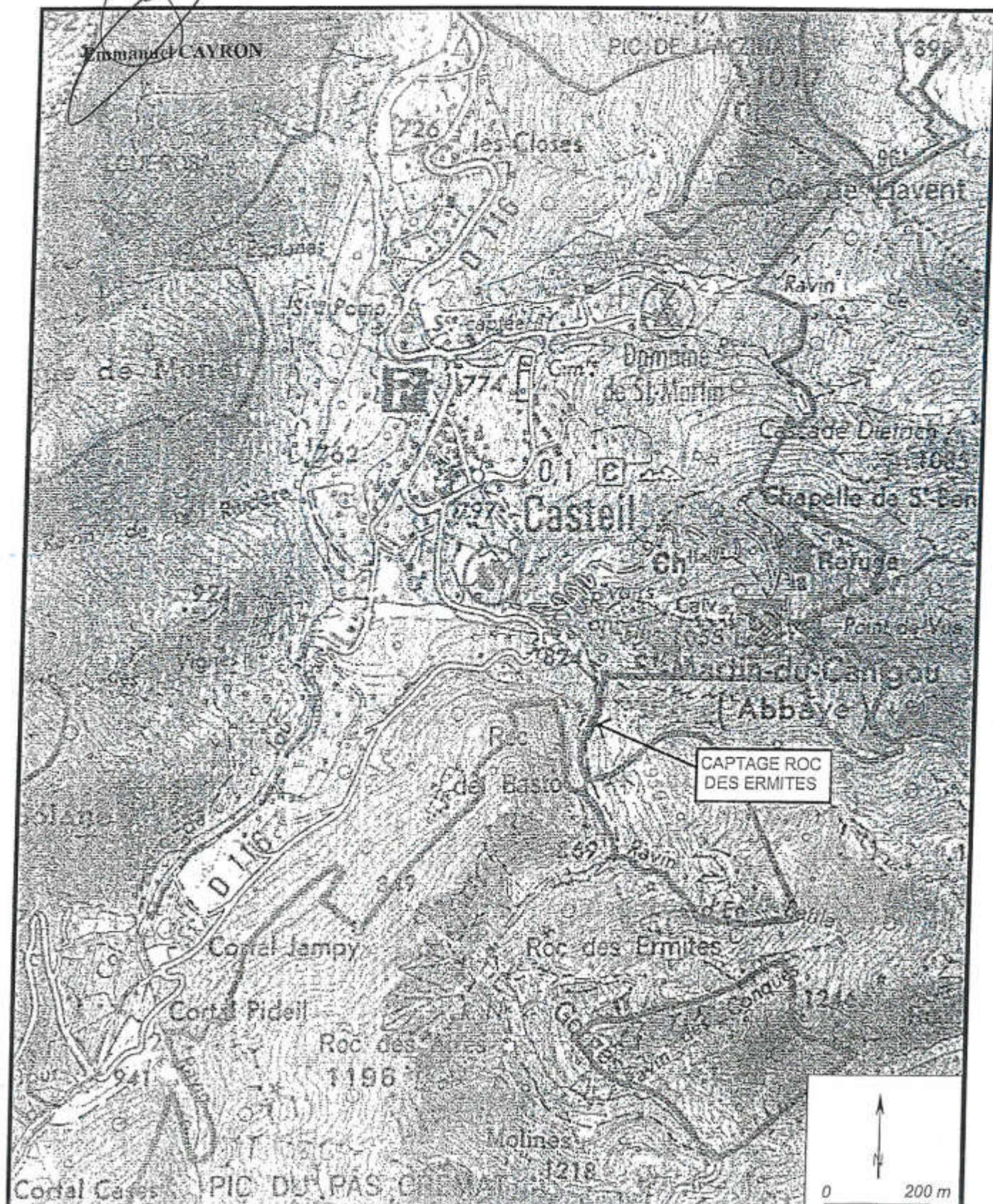
01 JUL 2018

Figure 1

Situation géographique du captage du Roc des Ermites

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

échelle 1/10.000 - fond cadastral feuilles A2 et B2
à partir document Engeco



VU pour être annexé à
mon arrêté de ce jour

Figure 2

Perpignan, le

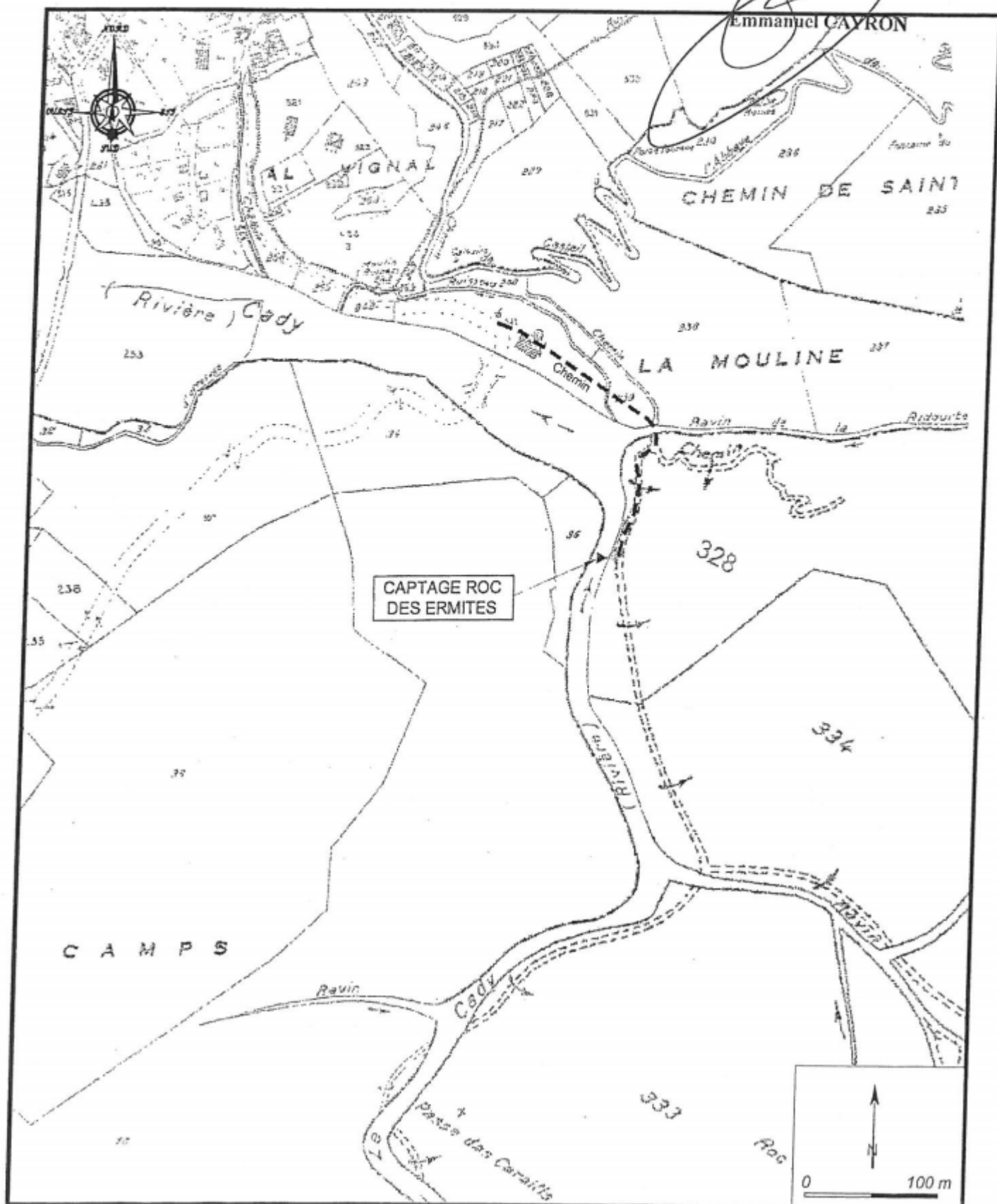
Situation cadastrale du captage du Roc des Ermites

01 JUL. 2016

échelle 1/4.000 - fond cadastral feuilles A2 et B2
à partir document Engeo

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON



VU pour être annexé à
mon arrêté de ce jour

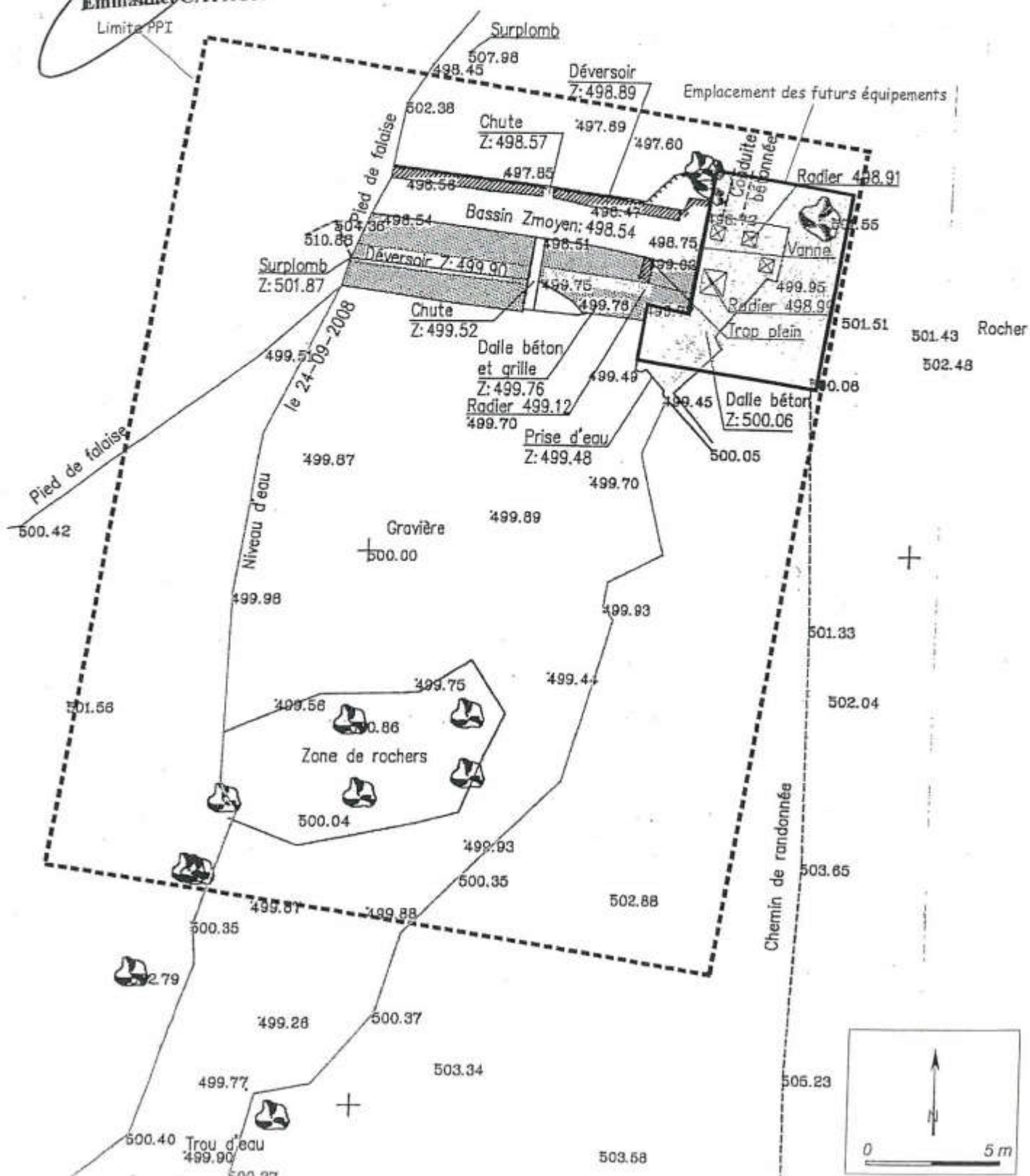
Figure 3

Perpignan, le 01 JUIL 2018 Limites du périmètre de protection immédiate

échelle 1/200 - à partir document Engeo et plan SELARL GPO-Coste

Pour le Préfet et par délégué
le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON
Limite PPI



VU pour être annexé à
mon arrêté de ce jour

Communauté de communes Canigou - Val d'Agly

Perpignan, le

01 JUL 2016

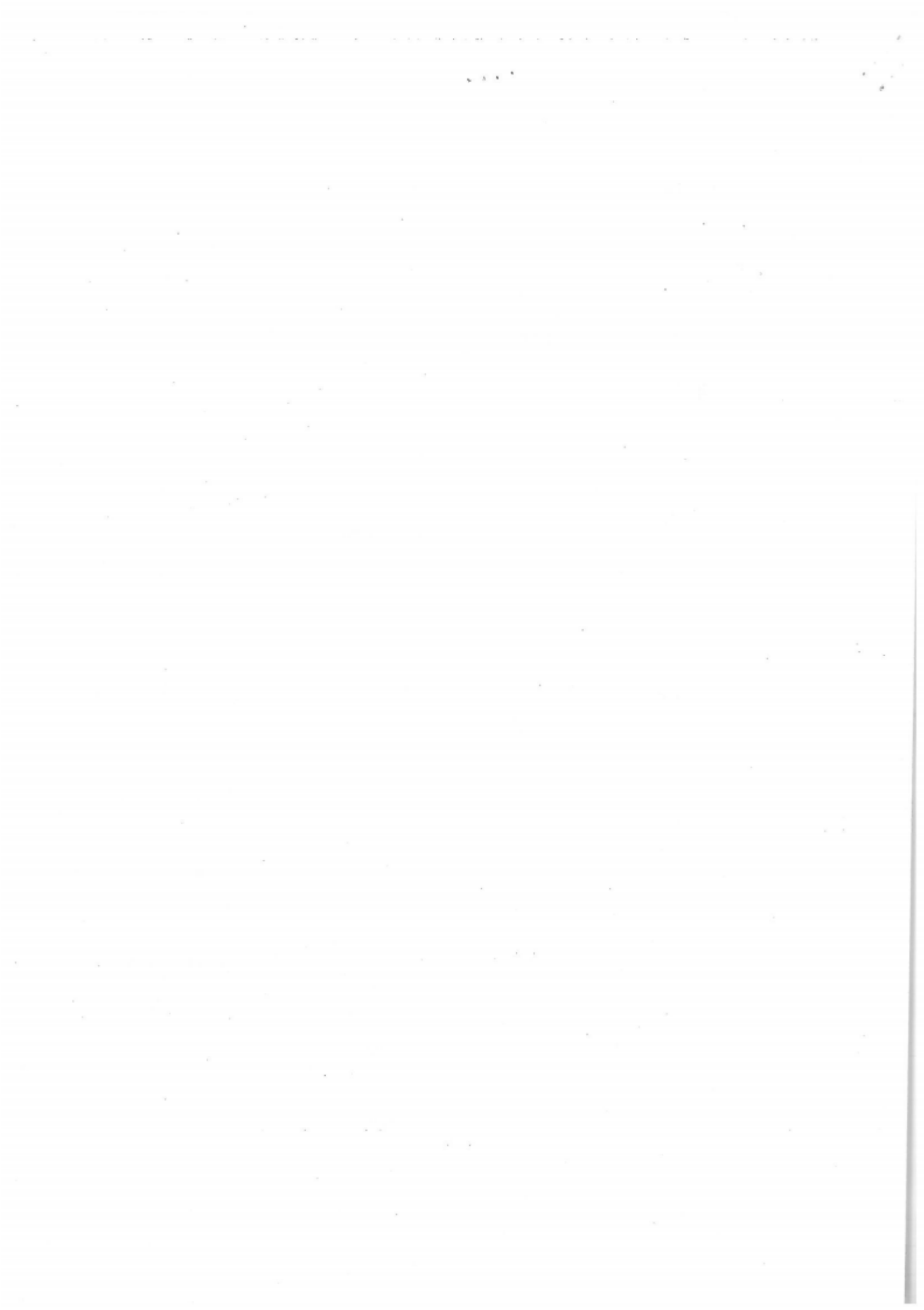
sur les disponibilités en eau et les mesures de protection à mettre en oeuvre autour du captage du Roc des Ermites à Castel

Figure 5

Limites du périmètre de protection éloignée

échelle 1/25.000 - fond IGN 2349 ET





PARIS, le 15 MAI 1996

ARRETE

accordant l'autorisation d'exploiter, en tant qu'eau minérale naturelle, à l'émergence et après transport à distance, l'eau des captages "Charlotte", "Nathalie" et "Dr. Defouilloy" situés à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales) et du mélange "Suzanne" situé à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES,

- VU l'article 1er de l'ordonnance du 18 juin 1823 portant règlement sur la police des eaux minérales,
- VU l'article L 751 du Code de la Santé Publique,
- VU le décret du 28 janvier 1860 modifié portant règlement d'administration publique sur la surveillance des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles,
- VU le décret n° 57-404 du 28 mars 1957 modifié portant règlement d'administration publique sur la police et la surveillance des eaux minérales,
- VU la demande en date des 10 avril et 9 mai 1989 présentée par M. le Dr. A. DEFOUILLOY, Président Directeur Général de la Société d'Exploitation des Eaux de Vernet-les-Bains (SADEXO), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter, en tant qu'eau minérale naturelle, à l'émergence et après transport à distance, l'eau des captages "Charlotte", "Nathalie" et "Dr. Defouilloy" situés à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales) et du mélange "Suzanne" situé à Vernet-les-Bains (Pyrénées-orientales),
- VU le rapport et avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Languedoc-Roussillon, en date des 15 et 26 avril 1993,
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales des Pyrénées-Orientales, en date du 15 novembre 1993,

ARTICLE 2 :

L'eau minérale naturelle de ces captages peut être exploitée :

- à l'émergence,
- après transport à distance par canalisation.

ARTICLE 3 :

Sont retenus, comme caractéristiques de l'eau minérale naturelle des captages "Charlotte", "Nathalie" et "Dr Defouilloy", les éléments figurant dans les résultats des analyses pratiquées par le Laboratoire National des Etudes Hydrologiques et Thermales sur les échantillons prélevés à l'émergence le 3 juillet 1995 et portés dans le tableau ci-après.

Les caractéristiques physico-chimiques de ces eaux ne doivent pas s'écarter de plus de 10 % des indications ci-après.

ARTICLE 4 :

Le débit d'exploitation maximal autorisé du captage "Charlotte" est de 5,4 m³/h.
Le débit d'exploitation maximal autorisé du captage "Nathalie" est de 7,5 m³/h.
Le débit d'exploitation maximal autorisé du captage "Dr Defouilloy" est de 12 m³/h.

ARTICLE 5 :

L'exploitation de l'eau minérale naturelle du captage "Charlotte" se fait par un forage réalisé de la façon suivante :

- de 0 à 3 m : tubage acier de 230 mm de diamètre intérieur avec cimentation de l'extrados,
- de 3 à 27 m : pose d'un tubage en PVC alimentaire en diamètre 180 mm avec cimentation de l'extrados sur 15 mètres,
- de 27 à 39 m : crépine type Jonhson,
- de 39 à 52 m : trou nu.

L'exploitation de l'eau minérale naturelle du captage "Nathalie" se fait par un forage réalisé de la façon suivante :

- de 0 à 41 m : tubage en acier inoxydable de 216 mm de diamètre avec cimentation de l'extrados,
- de 41 à 140 m : tubage plein et tube crépiné alterné en diamètre 125 mm.

L'exploitation de l'eau minérale naturelle du captage "Dr Defouilloy" se fait par un forage incliné de 10 cm/m réalisé en diamètre de 165 mm sur 31 m avec un tubage en acier inoxydable de 160/168 mm de diamètre avec crépine en acier inoxydable sur 6,5 m de hauteur. Les 15 premiers mètres sont cimentés.

Sources de Vernet-les-Bains (66)		Charlotte		Nathalie		Dr Defouilloy		Suzanne	
Lieu de prélèvement		émergence		émergence		émergence		mélange des 3 sources	
Date du prélèvement du Laboratoire		3/07/95		3/07/95		3/07/95		3/07/95	
Température en °C		48,3		47,5		55,8		50,7	
pH		9,2		9,2		9,3		9,2	
Conductivité en µS/cm à 20°C		245		244		246		247	
Alcalinité en ml N/10		18		17,5		17,7		16,8	
Sulfuration totale en mMole/l		0,14		0,13		0,14		0,11	
SiO2 en mg/l		70,3		66,4		65,9		66,1	
CO2 libre en mg/l		32		< 20		< 20		< 20	
H2S dissous en mg/l		0,02		0,01		0,01		0,01	
Résidu sec à 180°C en mg/l		216		212		216		213	
Résidu sulfaté en mg/l		255		252		255		254	
ANIONS en mg/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l	
HS-	Sulphydrique	4,6	0,139	4,3	0,129	4,6	0,139	3,6	0,110
S2O3--	Thiosulfates	< 0,5		< 0,5		< 0,5		< 0,5	
SO4--	Sulfates	21,4	0,446	22,1	0,460	22,2	0,462	21,5	0,448
OH-	Hydroxydes	1,3	0,078	1,3	0,074	2,6	0,151	1,5	0,090
CO3--	Carbonates	6,3	0,211	6,2	0,208	6,8	0,227	6,0	0,198
HCO3-	Hydrogénocarbonates	60,6	0,994	60,2	0,986	48,5	0,795	55,7	0,913
H3SiO4 -	Silicates	36,0	0,378	33,5	0,352	43,4	0,456	35,1	0,370
Cl-	Chlorures	8,9	0,251	8,7	0,245	13,5	0,381	12,6	0,355
NO3-	Nitrates	< 1		< 1		< 1		< 1	
NO2-	Nitrites	0,02	0,000	0,02	0,000	0,02	0,000	0,02	0,000
F-	Fluorures	6,3	0,332	6,3	0,332	6,5	0,342	6,4	0,337
PO4--	Phosphates	< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1	
<i>Total anions</i>		2,829		2,788		2,956		2,820	
CATIONS en mg/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l		mg/l meq/l	
Ca++	Calcium	1,7	0,085	1,7	0,085	1,6	0,080	1,7	0,085
Mg++	Magnésium	< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1	
K+	Potassium	1,5	0,038	1,5	0,038	1,5	0,038	1,5	0,038
Na+	Sodium	60	2,609	60,7	2,639	65	2,826	61	2,652
Li+	Lithium	< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1	
Fe++	Fer	< 0,005		< 0,005		< 0,005		< 0,005	
Mn++	Manganèse	< 0,001		< 0,001		< 0,001		< 0,001	
Sr++	Strontium	< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1	
NH4+	Ammonium	0,1		0,1	0,006	0,1	0,006	0,1	0,006
<i>Total cations</i>		2,732		2,762		2,944		2,775	
ELEMENTS TRACES en µg/l		mg/l		mg/l		mg/l		mg/l	
Al	Aluminium	6		6		19		15	
As	Arsenic	< 5		< 5		< 5		< 5	
B	Bore	400		400		250		440	
Cd	Cadmium	< 1		< 1		< 1		< 1	
Cr	Chrome	< 1		< 1		< 1		< 1	
Cu	Cuivre	< 5		< 5		< 5		< 5	
Pb	Plomb	< 10		< 10		< 10		16	
Se	Sélénium	< 10		< 10		< 10		< 10	
Zn	Zinc	< 5		< 5		< 5		< 5	

Chaque tête de forage est réalisée en inox qualité DN 125 et se trouve prolongée par une vanne papillon. Elles sont munies d'un manomètre, d'un thermomètre, d'une vanne de prélèvement et d'un compteur, le tout étant protégé par un ouvrage maçonné couvert, muni d'une porte.

ARTICLE 6 :

Le périmètre sanitaire d'émergence du captage "Charlotte" est constitué par la surface couverte par l'ouvrage maçonné protégeant ce captage, il se situe à 4 mètres de l'angle Sud du bâtiment dit des Sources, sur la parcelle cadastrée n° 691 - section A..

Le périmètre sanitaire d'émergence du captage "Nathalie" est constitué par la surface couverte par l'ouvrage maçonné protégeant ce captage, il se situe à 14 mètres à l'angle Sud du bâtiment dit des Sources, sur la parcelle cadastrée n° 691 - section A.

Le périmètre sanitaire d'émergence du captage "Dr Defouilloy" est constitué par la surface couverte par l'ouvrage maçonné protégeant ce captage, il se situe à 4 mètres du mur Nord du bâtiment administratif des Sources, sur la parcelle cadastrée n° 881 - section A.

A l'intérieur de ces périmètres sont interdits tous actes ou travaux de nature à compromettre la pureté de l'eau.

ARTICLE 7 :

Le transport de l'eau minérale naturelle du captage "Charlotte" s'effectue du point d'émergence jusqu'à l'établissement thermal, par une canalisation en PVC de diamètre 110 mm jusqu'aux réservoirs 9 et 10 de 3 m³ chacun qui sont réservés aux soins ORL. La partie non utilisée sera dirigée vers le réservoir n° 5 de 102 m³ pour se mélanger à l'eau des forages "Dr Defouilloy" et "Nathalie".

Le transport de l'eau minérale naturelle du captage "Nathalie" s'effectue du point d'émergence jusqu'aux piscines thermales, par une canalisation en PVC de diamètre 110 mm. Cette canalisation traverse en souterrain le canal des Estrilles puis rentre en sous-sol dans les thermes. Une partie de l'eau thermale est refroidie et dirigée vers le réservoir n° 8 de 22 m³. L'excédent peut être dirigé vers l'un ou l'autre des réservoirs n° 1, 2, 3 ou 4 par une canalisation en PVC de 40 mm de diamètre.

Le transport de l'eau minérale naturelle du captage "Dr Defouilloy" s'effectue, depuis le forage, jusqu'aux réservoirs situés dans le bâtiment des thermes, par une canalisation en PVC de diamètre 110 mm. Cette canalisation franchit, en souterrain, le canal des Estrilles et la route d'accès à l'établissement.

ARTICLE 8 :

Est autorisée, dans les conditions légales et réglementaires, ainsi que dans les conditions particulières, définies aux articles suivants, l'exploitation, en tant qu'eau minérale naturelle, du mélange, dénommé "Suzanne", composé de l'eau des captages "Charlotte", "Nathalie" et "Dr Defouilloy" situés à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales).

ARTICLE 9 :

L'eau minérale naturelle de ce mélange peut être exploitée après transport à distance par canalisation.

ARTICLE 10 :

Sont retenus, comme caractéristiques de l'eau minérale naturelle du mélange "Suzanne", les éléments figurant dans les résultats des analyses pratiquées par le Laboratoire National des Etudes Hydrologiques et Thermales, sur les échantillons prélevés le 3 juillet 1995 et portés dans le tableau ci-dessus.

Les caractéristiques physico-chimiques de ce mélange ne doivent pas s'écarter de plus de 10% des indications ci-dessus.

ARTICLE 11 :

Le transport de l'eau minérale naturelle du mélange "Suzanne" s'effectue soit directement en provenance des forages "Charlotte" et "Nathalie", soit après passage dans un échangeur de refroidissement pour l'eau du forage "Dr Defouilloy", dans l'un des 8 réservoirs de stockage d'une capacité globale de 656 m³.

Des piquages pour prélèvements sont installés en amont et en aval de chacun des mélanges, pour analyses de contrôle

ARTICLE 12 :

Toute modification dans l'exploitation et toute variation dans les caractéristiques physico-chimiques de l'eau en dehors des limites indiquées aux précédents articles, doivent être portées à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 13 :

Des robinets doivent permettre d'effectuer les prélèvements prévus par la réglementation.

ARTICLE 14 :

Les autorisations sus-indiquées sont accordées pour trente ans à partir de la date d'effet du présent arrêté.

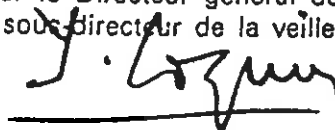
Deux ans au moins avant l'expiration de ce délai, le titulaire devra, s'il entend continuer l'exploitation, solliciter une nouvelle autorisation.

ARTICLE 15 :

Le Directeur Général de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 15 MAI 1996

Pour le Ministre et par délégation
Pour le Directeur général de la santé
Le sous-directeur de la veille sanitaire



Docteur Yves COQUIN

5

CONCESSION DE CASTEIL

S.A. des Mines de
Fer de FILLOLS

SUBSTANCE(S) CONCEDEE(S) : Fer

COMMUNE(S) : Vernet les bains* et Casteil*

SURFACE CONCEDEE : 112 Ha

LOCALISATION : CARTE IGN 1/100000 : CERET

CARTE IGN 1/25000 : Prades 7-8

HISTORIQUE DE LA CONCESSION : Institution par décret du 15 février 1898 au profit de la Société Anonyme des Mines de fer de Fillols. Amodiation à la C^{ie} de Mines, Fonderies et Forges d'Als autorisée par décret du 12 février 1916. Résiliation du contrat d'amodiation le 1 décembre 1935.

NATURE ET CONTEXTE GEOLOGIQUE DES SUBSTANCES EXPLOITEES : filon de sidérite pyriteuse au sein des gneiss scissiles du socle du massif du Concou.

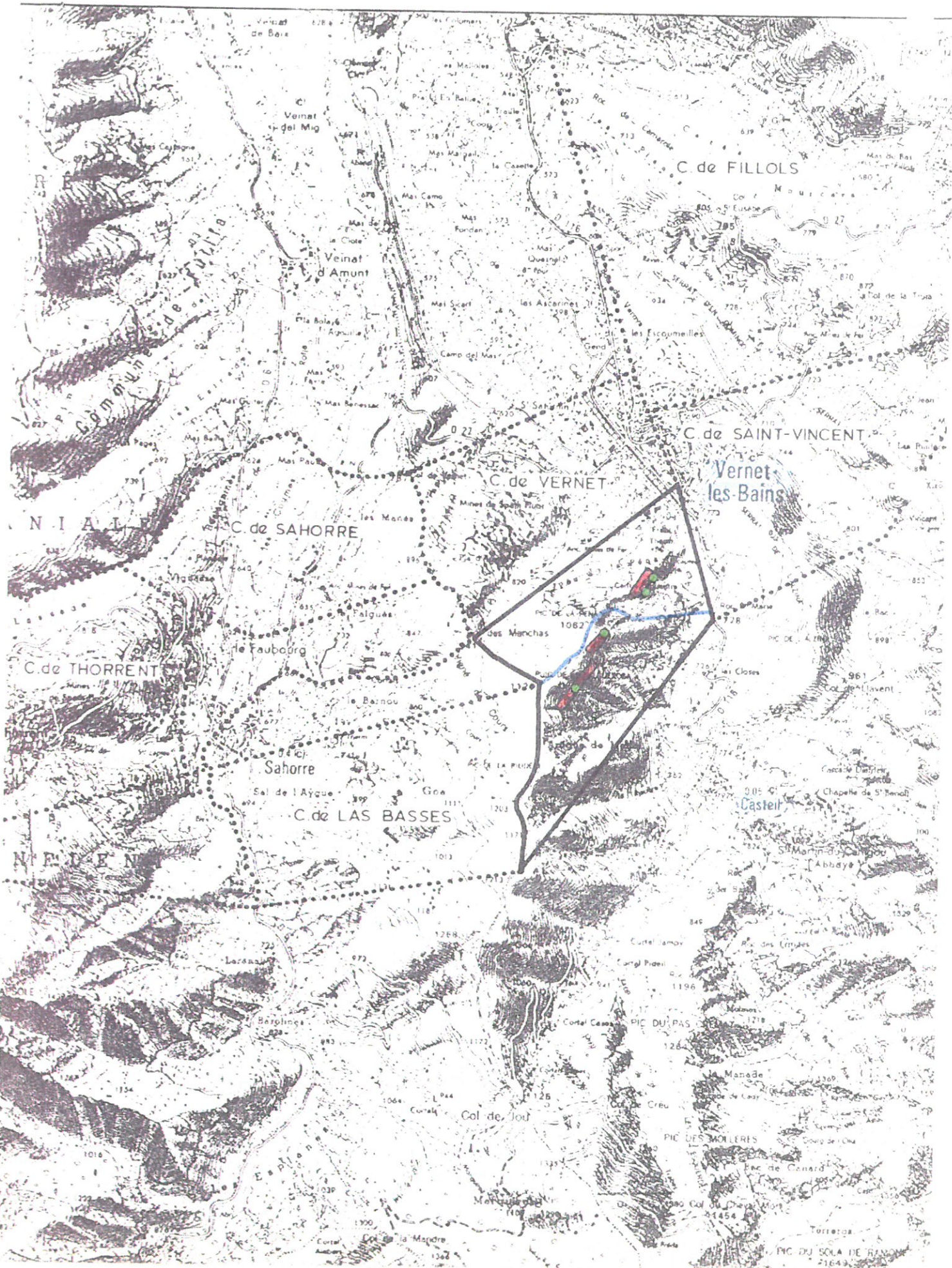
TRAVAUX EFFECTUES : de 1893 à 1905. travaux de travaux base depuis Vernet en 1956 ?

NATURE ET IMPORTANCE DES TRAVAUX : quelques centaines de mètres de galerie de la base (nouvelle direction et T.B.)

TONNAGES EXTRAITS : quelque dizaines de milliers de tonnes de minerai de fer pyriteux.

OBSERVATIONS ET REMARQUES : travaux stables situés en montagne sur un versant très escarpé.

DOCUMENTS UTILISES POUR LE REPERAGE DES TRAVAUX MINIERES : plans et P.V. de visite



DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES
DIRECTION DEPARTEMENTALE de l'AGRICULTURE
et de la FORET
SERVICE RESTAURATION des TERRAINS en MONTAGNE

COMMUNE de VERNET
les BAINS

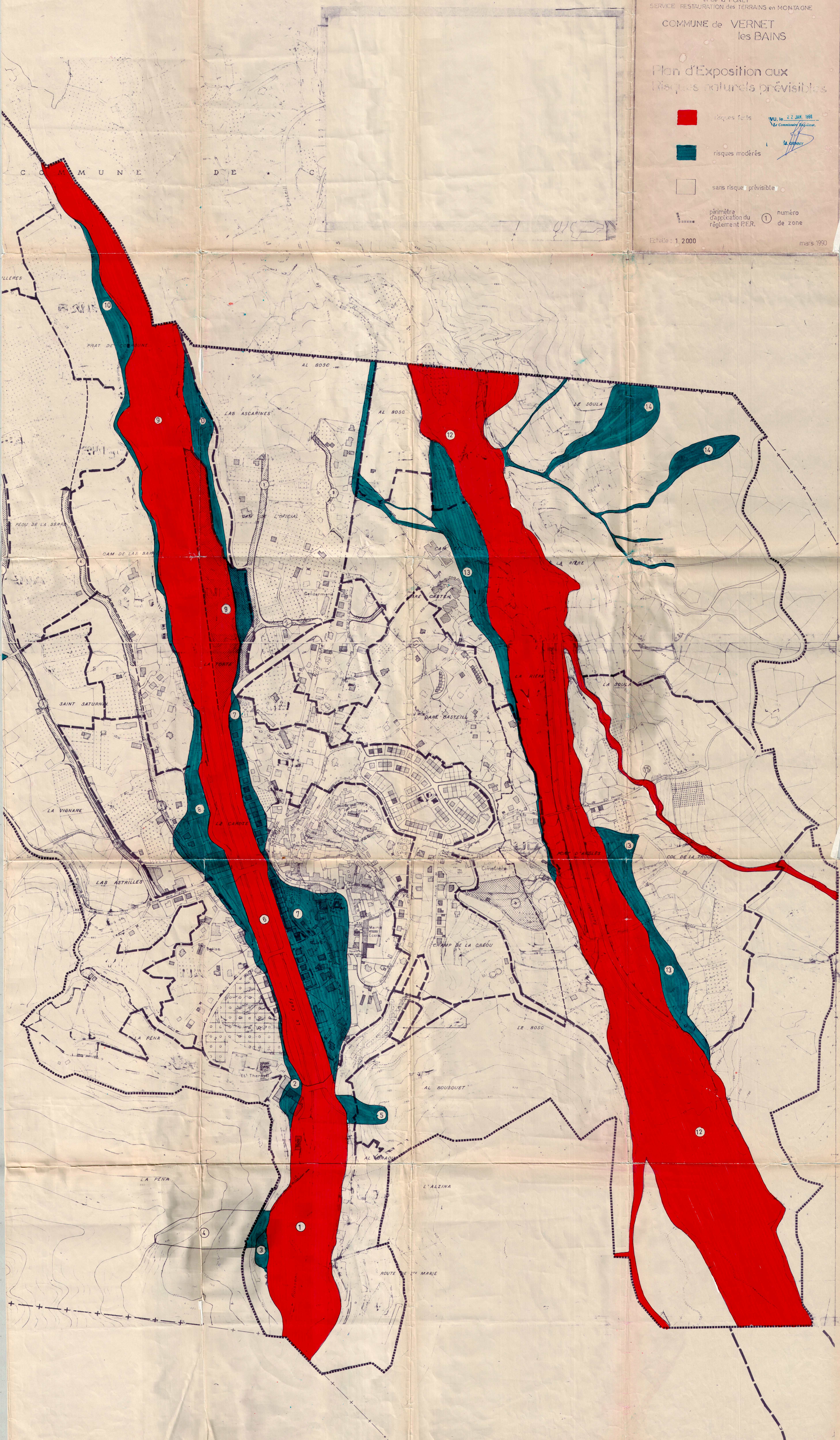
Plan d'Exposition aux Risques naturels prévisibles

- risques forts
- risques modérés
- sans risque prévisible
- périmètre d'application du règlement P.E.R.
- 1 numéro de zone

VU le 22 JAN. 1991
Le Commissaire Régional,
LA GENNY

Echelle : 1 : 2000

mars 1990





PLAN D'EXPOSITION AUX
RISQUES NATURELS PREVISIBLES
BASSIN DU CADY

Communes de Rillols
Corneilla de Conflent
Casteil
Vernet les Bains

- Rapport de présentation
- Règlement du P.E.R.
- Encarts photographiques
- Plans :
 - Carte de localisation des phénomènes naturels
 - Carte des Aléas
 - Plan d'Exposition aux risques naturels prévisibles.

TITRE I : PORTEE DU REGLEMENT P.E.R.

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1.1 - Objet et champ d'application

Le présent règlement s'applique à la partie humanisée du territoire communal de CASTEIL, VERNET LES BAINS, CORNEILLA DE CONFLENT, FILLOLS incluse dans le périmètre d'étude tel qu'il est défini par l'arrêté préfectoral n° 89/732 du 10 Mai 1989. Il détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre contre les risques naturels prévisibles conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 13 Juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

Les risques naturels pris en compte au titre du présent règlement sont :

- Les crues torrentielles
- Les mouvements de terrain
- Les séismes.

Pour ce dernier risque les prescriptions réglementaires concernent la totalité du territoire des communes du bassin du Cady

1.1.2 - Division du territoire en zone de risques

Conformément à l'article 5 du décret n° 84-328 du 3 Mai 1984 et à la circulaire d'application du 20 Novembre 1984, le territoire de la commune de CASTEIL, VERNET LES BAINS, CORNEILLA DE CONFLENT, FILLOLS couvert par le P.E.R. est répartie en 3 zones :

Une zone blanche : Réputée dépourvue de risques prévisibles ou pour laquelle le degré de risque éventuel est considéré comme négligeable.

Une zone rouge : Réputée à risque élevé tant en raison de l'intensité prévisible du risque qu'en raison de la forte probabilité d'occurrence

Une zone bleue : A risques intermédiaires d'activité prévisible plus modérée qu'en zone rouge et de probabilité d'occurrence plus faible. Le risque y est considéré comme acceptable sous réserve de l'application de mesures de protection spécifiques individuelles ou collectives, décrites dans le règlement.

La délimitation entre zones à risques (rouges et bleues) et zones hors risques (blanches) résulte de la prise en compte de critères purement techniques, historiques et socio-économiques.

1.1.3 - Effets du P.E.R.

Le P.E.R. approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers.

Il doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols de la commune, s'il existe, conformément à l'article L 123-10 du Code de l'Urbanisme.

Effets sur l'assurance des biens et activités

La loi du 13 Juillet 1982 crée l'obligation pour les entreprises d'assurances, d'étendre leur garantie aux biens et activités, aux effets des catastrophes naturelles, sous réserve de la possibilité de dérogation rappelée ci-après.

L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel.

En zone rouge : Les biens et activités existants antérieurement à la publication du P.E.R. continuent de bénéficier du régime de garantie prévu par la loi. Mais aucune construction ni activité ou aménagement n'y seront autorisés. Seuls pourront cependant être autorisés :

- Les travaux d'entretien et de gestion normaux de construction et installations implantés antérieurement à la publication du présent P.E.R. à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets.
- Les travaux d'installation destinés à réduire les conséquences des risques.
- Les travaux d'infrastructure publics à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets.

La publication du P.E.R. est réputée faite le trentième jour d'affichage en mairie et de l'acte d'approbation

En zone bleue : Les entreprises d'assurances ont la possibilité de déroger à l'obligation de garantir les biens et activités existant antérieurement à la publication du P.E.R., lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé, dans un délai de 5 ans, aux prescriptions réglementaires édictées par le P.E.R.

Toutefois conformément à l'article 6 du décret du 3 Mai 1984, relatif aux P.E.R la mise en conformité de biens existants avec les prescriptions réglementaires du P.E.R. ne pourra être exigée dans la mesure où elle conduirait à des coûts de travaux supérieurs à 10 % de la valeur vénale du bien.

La plupart des prescriptions réglementaires inscrites au P.E.R. étant d'une part indissociable pour une même situation de risque, conduisant d'autre part, à des coûts de mise en conformité supérieure à 10 % de la valeur vénale du bien.

Il conviendra en conséquence de distinguer, pour l'application du règlement de P.E.R. :

- Les biens et activités existants à la date de publication du P.E.R.

- Les biens et les activités futurs.

. Biens et activités existants en zone bleue :

- Les prescriptions réglementaires ne pourront être exigés par l'assureur et vaudront simples recommandations.

- Les prescriptions seront en revanche exigibles pour l'autorité publique, notamment à l'occasion d'une demande de permis de construire pour réhabilitation ou transformation d'un bâtiment.

. Biens et activités futurs en zone bleue :

Les prescriptions inscrites au règlement du P.E.R. pour la zone concernée seront exigibles, sans dérogation ni réserve, et transcrites en tant que telles dans le C.O.S. des permis de construire.

CHAPITRE 2 - MESURES DE PREVENTION APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

2.1 - Zone à fort risque (zone rouge)

2.1.1 - Occupation et utilisation du sol interdites

Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite à l'exception de celles visées à l'article 1.2.1.3 ci-après.

2.1.2 - Occupation et utilisation du sol autorisées

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont par dérogation à la règle commune, autorisées :

- Tous travaux d'entretien et de gestion courante de construction ou installation implantées antérieurement à la publication du présent P.E.R. sous réserve qu'ils ne relèvent pas de la réglementation de permis de construire.

- Tous travaux et équipements destinés à réduire les effets du risque.

- Tous travaux et ouvrages d'infrastructure publique sous réserve qu'ils n'aggravent pas le risque ou ses effets.

- Tous ouvrages d'utilité publique sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent :

- . Lignes de transport d'énergie
- . Réservoirs d'eau
- . Transformateurs électriques etc...

- Les carrières d'extractions de matériaux sous réserve qu'elles n'aggravent pas le risque ou ses effets, que l'exploitation ait lieu hors saison à risque et qu'il n'existe pas d'installations permanentes.

- Les utilisations agricoles traditionnelles, parcs, prairies de fauche, cultures, vergers.

2.2 - Zone à risque moyen (zone bleue)

2.2.1 - Occupation et utilisation du sol interdites

Toutefois, les implantations de camping caravanning situées dans les zones à risques moyens, devront être examinées cas par cas pour les installations existantes ou à l'occasion des demandes d'autorisation d'ouvertures.

2.2.2 - Mesures de prévention applicables.

Les mesures de prévention spécifiques applicables à chacune des zones de risques (zones bleues) sont énumérées dans le répertoire de zones ci-après Titre II. Les zones de risques sont désignées par leur numéro figurant sur la carte de F.E.R. et le nom de lieu-dit.

Commune de VERNET LES BAINS

Titre II - Mesures de prévention applicables
aux zones bleues : Prescriptions réglementaires
et recommandations.

Descript. zone		Type de phénomène	niveau aléa	Mesures de préventions applicables	
N° PER	Lieu-dit			Prescriptions	recommandations
2	Le Cady	Crue torrentielle	M	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des bois de diamètre supérieur à 0 10 cm colonisant le lit de crue du Cady. - Entretien des ouvrages de protection de berges. - Renforcement des façades exposées S et E par un mur en béton armé sur toute la hauteur du 1er niveau de la construction. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un ouvrage de sédimentation après avis du service compétant et d'une digue latérale insubmersible en rive gauche du Cady à hauteur du site de la Laiterie. - Curage et recalibrage du lit du Cady.
3	Le Cady	Crue torrentielle	f		<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un ouvrage de sédimentation avec digue latérale insubmersible après avis du service compétant. - Curage et recalibrage du lit du Cady
4	Le Cady	Chute de blocs	M	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des boisements existants en pied de versant - Renforcement par mur en béton armé de la façade exposée Ouest sur toute la hauteur du 1er niveau des constructions pour résister à l'impact d'un bloc de volume égal à 1 m³ 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'ouvrages pare-pierres.

5	Le Cady	Chute de bloce	M	Mise en place d'une signalisation indi- quant le risque et interdisant l'arrêt	.../... !- Purge des ! éléments insta- ! bles et/ou sur- ! plombants. !- Mise en place ! d'écrans souples ! pare-pierres.
---	---------	----------------------	---	---	--

Commune de VERNET LES BAINS

Descript. zone		Type de phénomène	niveau aléa	Mesures de préventions applicables	
N° PER	Lieu-dit			Prescriptions	recommandations
7	Le Cady	Crue torrentielle	f	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des bois de diamètre supérieur ou égal à \varnothing 10 cm colonisant le lit de crue. - Entretien des ouvrages de protection de berges et du chenal évacuateur de crue. - Réalisation de construction sans sous sol. - Le stockage de matière polluante ou sensible à l'humidité réalisé dans un récipient ou local étanche ou situé au-dessus de la cote 1,20 m par rapport au terrain naturel. - Les matériels ou produits sensibles seront situés au-dessus de la cote 1,20 m. - Les canalisations de toute nature ne devront pas faire saillies sous le tablier des ouvrages de franchissement du Cady disposées de préférence côté aval lorsqu'elles seront aériennes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un ouvrage de sédimentation après avis du service compétant en amont du chenal évacuateur de crue et réalisation d'une digue latérale insubmersible en rive gauche du Cady au niveau du site de la Laiterie.
				<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des bois de diamètre supérieur ou égal à \varnothing 10 cm colonisant le lit de crue du Cady. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un ouvrage de sédimentation après avis du service compétant

8	Le Cady	Crue torren- tielle	M	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien des ouvrages de protection de berges et du chenal évacuateur de crue. - Réalisation de construction sans sous sol. - Façades exposées S et E renforcées par mur en béton armé sur une hauteur minimale d'1 m comptée depuis le terrain naturel - Les matières ou produits sensibles déposés au-dessus de la cote 1,50 m par rapport au terrain naturel. 	<p>.../...</p> <p>tant en amont du chenal évacuateur de crue .</p> <p>-Réalisation d'une digue latérale insubmersible en rive gauche du Cady au niveau du site de la Laiterie.</p>
10	Les Ascarines	Crue torren- tielle	M	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des bois de diamètre supérieur ou égal à 0 10 cm colonisant le lit de crue du Cady. - Réalisation de construction sans sous sol renforcée par un mur en béton armé sur toute la hauteur du 1er niveau comptée à naturel. - Surélévation des planchers habitables de 2,50 m comptée depuis le terrain naturel - Accès reportés sur les façades W ou N non exposées de la construction. - Stockage de matière polluante ou sensible interdit. -Matériels ou produits sensibles mis en dépôt au-dessus de la cote 2,50 m comptée depuis le terrain naturel. 	<p>- Curage et recalibrage du lit de crue du Cady avec dépôt en cavalier sur les berges des produits de curage après avis du service</p>

Commune de VERNET LES BAINS

Descript. zone			Mesures de préventions applicables		
N°	Lieu-dit	Type de phénomène	niveau aléa	Prescriptions	recommandations
PER					
11	Camp d'en Domingo	Ravinement	f	- Réalisation d'un exutoire aménagé pour les eaux de ruissellement du ravin de Domingo avec entonnement et ouvrage de sédimentation en tête.	
13	Le Saint Vincent	Crue torrentielle	M et f	- Confortation du cordon de dépôts bordant l'ancien lit du Saint Vincent sur sa rive gauche à la Rière par enrochements prélevés sur place. - Construction sans sous-sol avec plancher habitable surélevé d'une hauteur minimum de 1,20 m. - Façades Est et Sud renforcées par mur en béton armé sur une hauteur minimum de 1,20 m. - Entretien des ouvrages de protection. - Exploitation des boisements de diamètre supérieur ou égal à Ø 10 cm colonisant l'ancien lit de crue du Saint Vincent. - Stockage de matière polluante ou sensible à l'humidité réalisé dans un récipient ou local étanche ou situé à une hauteur de 1,20 m par rapport au terrain naturel.	De fortes quantités de moraines sont mobilisables dans les Conques 400 à 600.000 m ³ après des précipitations de l'ordre de 400 m/m jour. Il est souhaitable et possible de retenir en grande partie ces matériaux sur le cône de déjection du Saint Vincent en amont du CD 27. A cet effet, il est vivement recommandé d'aménager une série de 3 bassins de sédimentation sur ce cône de déjection.

.../...

				...	
13 Suite	Le Saint Vincent	Crue torren- tielle	M et f	- Matière ou produit sensible déposé au- dessus de la cote 1,20m comptée depuis le terrain naturel.	
14	Le Saint Vincent	Crue torren- tielle	M	- Protection et entre- tien de l'état boisé - Seules sont autori- sées les construc- tions légères à usage agricole de petite dimension et de fai- ble coût à l'exclu- sion de toute utili- sation résidentielle.	- Création après avis du service compé- tant d'une pla- ge de dépôt des matériaux soli- des transportés par le Saint Vincent en amont du CD n° 27

Commune de VERNET LES BAINS

MODIFICATION DU PPR du CADY
(ex PER approuvé le 6 Mai 1991)

Mesures de prévention applicables

N° Zone	Lieu-dit	Type de phénomène	Mesures de prévention Prescriptions
2 bis	Secteur de l'Etablissement thermal et garages Autones	Crues torrentielles	<p><u>Prescriptions collectives et individuelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune extension de bâtiment n'est autorisée. - Aucun accroissement de vulnérabilité n'est autorisé. - Aucun changement de destination n'est autorisé sauf s'il diminue la vulnérabilité. - Les prescriptions de la zone 2 du PER sont reprises intégralement à savoir en particulier le renforcement des façades exposées sur tout le 1er niveau. Ce renforcement doit pouvoir résister à au moins 3 fois la poussée hydrostatique sur toute sa hauteur. - Pour l'Etablissement thermal, cela pourra se traduire par l'édification côté amont d'un mur de protection décalé, de hauteur 2 m à 2,5 m, subordonné à l'avis du Service d'Etat compétent. Ces renforcements sont à réaliser dans un délai de 2 ans maximum à compter de l'arrêté préfectoral approuvant la révision du PPR (ex PER). A défaut, les assureurs ne sont plus tenus à leur obligation d'assurance et les nouvelles demandes de permis de construire seront refusées.

Pour être annexé
mon arrêté N° 2000-417
du 14 FEVRIER 2000

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef du Service Interdépartemental
de Défense et de Protection Civile

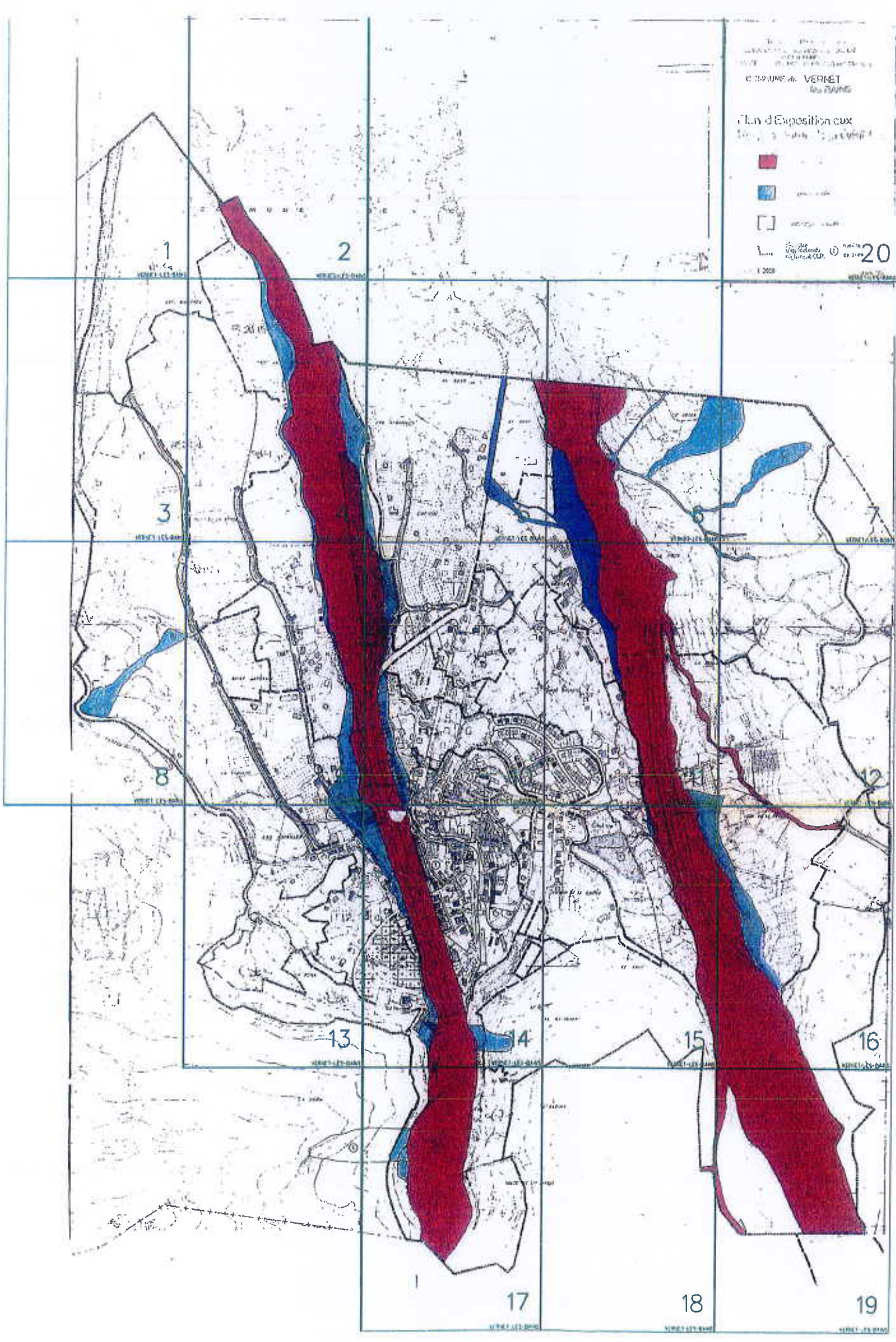

SERGE RICHARD


Commune de VERMET
Mairie de Vermet

Plan d'Exposition aux Inondations

- Zone Inondable
- Zone à Inondation
- Zone à Inondation

Échelle 1:2000
20
2008



T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code des transports : Article L.6352-1

Code de l'aviation civile : Article R.244-1, Articles D.244-2 à D.244-4

Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

II – DEFINITION DE LA SERVITUDE

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, rétablissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

Cette servitude s'applique à tout le territoire national.

En dehors des agglomérations et en application des dispositions de l'arrêté et la circulaire interministériels du 25 juillet 1990, sont soumises à autorisation spéciale l'établissement des installations suivantes :

a) les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées, comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

b) à l'intérieur des agglomérations, ces hauteurs sont portées à 100 m.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- 130 mètres, dans les agglomérations ;
- 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- ✕ les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
- ✕ les zones montagneuses ;
- ✕ les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

III – EFFETS DE LA SERVITUDE

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées au Guichet unique DGAC du territoire compétent. Un récépissé sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

IV – SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE

SNIA Pôle de Bordeaux
Aéroport – Bloc technique
BP 60284
33697 Mérignac cedex